

# LE MONDE diplomatique

HITLER, LES  
DESSOUS D'UNE  
PRISE DE POUVOIR

PAR JOHANN CHAPOUTOT

Page 13.

Mensuel - 28 pages

N° 845 - 71<sup>e</sup> année. Août 2024

APRÈS LES LÉGISLATIVES FRANÇAISES

## La grande désillusion politique

La séquence de chaos ouverte par la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin dernier semble devoir se prolonger. Mais par-delà la confusion des partis, des alliances ou des projets, il est possible de dégager d'éclairantes lignes de force.

PAR BRUNO AMABLE \*

Sur quelle stratégie reposait la victoire en 2017 du candidat Emmanuel Macron et d'En marche ? L'exploitation puis l'accentuation de la rupture des blocs de gauche et de droite : elles permettaient d'en agréger les fractions aisées ou diplômées autour de l'approfondissement de la transformation néolibérale ainsi que de la poursuite de l'intégration européenne. Ce bloc bourgeois avait pour principal atout son homogénéité sociologique et politique ; pour talon d'Achille, sa faiblesse numérique qui commandait de rallier d'autres groupes sociaux.

Le contenu du projet – dont l'essentiel était une série de réformes affaiblissant l'État social – rendait illusoire un élargissement à gauche. Seul pouvait s'envisager le renfort de groupes provenant de l'ancien bloc de droite. Un premier

\* Économiste, coauteur avec Stefano Palombarini de *L'illusion du bloc bourgeois*, Raisons d'agir, Paris, 2018.

ministre issu des Républicains (LR), M. Édouard Philippe, a donc formé un gouvernement dont les portefeuilles les plus importants ont échu à des personnalités conservatrices. Le personnel venu de la gauche n'a, lui, cessé de diminuer. Jusqu'à ne plus comprendre que des figures de second plan aux positions subalternes, ou quelques autres à l'identité politique confuse après un bref passage au Parti socialiste (PS), comme M. Gabriel Attal.

Cette tactique a déterminé la politique – démantèlement du droit du travail, réformes des retraites ou de l'indemnisation du chômage, répression brutale des mouvements sociaux – mais aussi les recompositions. Elle a en particulier approfondi la fracture à droite entre néolibéraux acquis à la stratégie du bloc bourgeois et tenants d'un programme proche de celui de l'extrême droite.

(Lire la suite page 2.)

AMÉLIORER LES HUMAINS PLUTÔT QUE LES AUGMENTER

## Une autre intelligence artificielle est possible

Les progrès de l'intelligence artificielle éblouissent mais interrogent : la technologie ne passe-t-elle pas à côté de l'essentiel ? Dans les années 1970, des informaticiens hippies rêvaient de machines qui aident à développer notre intelligence « naturelle » et notre rapport au monde.

PAR EVGENY MOROZOV \*



LAURENT MILLET. – De la série « Euclide », 2021

Un spectre hante l'Amérique – le spectre du communisme. Cette fois, il est numérique. « *Le communisme géré par intelligence artificielle pourrait-il fonctionner ?* », demande Daron Acemoglu, économiste au Massachusetts Institute of Technology (MIT), tandis

que le capital-risqueur Marc Andreessen s'inquiète de savoir si la Chine s'apprête à créer une intelligence artificielle (IA) communiste (1). Même le trublion républicain Vivek Ramaswamy y va de son analyse en affirmant sur X que l'IA procommunisme constitue une menace comparable à celle du Covid-19.

Mais qui sait vraiment, au milieu de la panique générale, de quoi l'on parle ? Une intelligence artificielle communiste suivrait-elle le modèle chinois, avec des plates-formes calquées sur celles des grandes sociétés américaines et soumises à un étroit contrôle étatique, ou plutôt de mettre de la colle dans ses pizzas et de manger des pierres (2). Un financement public de l'IA générative, qui s'accompagnerait d'une sélection rigoureuse des données ainsi que d'une supervision exi-

\* Auteur du podcast « A sense of rebellion » publié en juin dernier par Post-Utopia, dont ce texte s'inspire.

geante, pourrait accroître la qualité des outils et le prix facturé aux entreprises clientes, garantissant ainsi une meilleure rémunération des créateurs de contenu.

Pour autant, chercher à développer une économie socialisée de l'intelligence artificielle, n'est-ce pas encore capituler face à la Silicon Valley ? Une IA « communiste » ou « socialiste » doit-elle se limiter à décider qui détient et contrôle les données ou à modifier les modèles et les infrastructures informatiques ? Ne pourrait-elle être porteuse de transformations plus profondes ?

Deux exemples puisés dans l'histoire contemporaine suggèrent une réponse positive. Le premier se nomme CyberSyn, l'initiative visionnaire du président chilien Salvador Allende (3). Piloté par un consultant britannique charismatique du nom de Stafford Beer, ce projet aussi ambitieux qu'éphémère (1970-1973) visait à inventer une manière plus efficace de gérer l'économie en mettant à profit les modestes ressources informatiques du pays.

(Lire la suite pages 22 et 23.)

(1) Daron Acemoglu, « Would AI-enabled communism work ? », 28 juin 2023, [www.project-syndicate.org](http://www.project-syndicate.org). Cf. aussi « Marc Andreessen: Future of the Internet, technology, and AI », podcast de Lex Fridman, n° 386, 21 juin 2023, <https://lexfridman.com>

(2) Stephen Morris et Madhumita Murgia, « Google's AI search tool tells users to "eat rocks" for your health », *Financial Times*, Londres, 24 mai 2024.

(3) Cf. le podcast « The Santiago Boys », <https://the-santiago-boys.com>, 2003. Et lire Philippe Rivière, « Allende, l'informatique et la révolution », *Le Monde diplomatique*, juillet 2010.

## Le mirage de l'apaisement

PAR BENOÎT BRÉVILLE

DEPUIS que M. Emmanuel Macron a décrété la dissolution de l'Assemblée nationale, les esprits s'échauffent. Des élus sont agressés, des permanences saccagées, des militants tabassés. Les menaces pullulent sur les réseaux sociaux, les dirigeants politiques s'invectivent. Dans les médias, journalistes et commentateurs s'inquiètent d'une flambée de violence politique qui embraserait tout l'Occident, à commencer par les États-Unis où M. Donald Trump vient d'échapper à une tentative d'assassinat – comme avant lui le premier ministre slovaque Robert Fico et l'ancien président brésilien Jair Bolsonaro.

Face à ce climat, une solution transpartisane semble se dégager : « l'apaisement ». Il reviendrait aux dirigeants politiques de calmer les débats, d'atténuer les clivages, de refroidir les passions. Car comment imaginer une société de la quiétude dès lors qu'au sommet du pouvoir on multiplie les outrances ? Le président Emmanuel Macron appelle donc les parlementaires à retrouver « le sens de la concorde et de l'apaisement », afin de « bâtir [des] compromis avec sérénité et respect de chacun ». Le socialiste Boris Vallaud « plaide pour l'apaisement plus que pour la radicalité ». Même le Rassemblement national se proclame « parti de l'apaisement ». Tout récalcitrant se voit immédiatement tancé. Quand l'Insoumise Sophia Chikirou compare le « hollandisme » à des punaises de lit, sa partenaire écologiste Marine Tondelier la reprend : « On doit montrer l'exemple. Parce qu'il y a une violence qui monte dans la société et que nous, on doit être là pour protéger, réparer, et pour apaiser. » Et lorsque les Verts refusent de serrer la main d'un député d'extrême droite, la remontrance vient plutôt de la droite : « En démocratie, il faut respecter son adversaire. Le pays a besoin d'apaisement », chapitre M. Philippe Juvin (Les Républicains). Les frontières de la bienséance dépendent de qui les fixe...

Un peu de recul historique fait apparaître fort chimérique le projet d'un Parlement assagi, réglant courtoisement ses divergences pour donner l'exemple au reste du pays. Les noms d'oiseaux ont toujours volé au Palais Bourbon, de toutes parts,

et à toutes les époques. Analphabète, servile, idiot, salaud, chien couchant, bandit, menteur, Judas, traître, assassin, filou, faussaire, dégonflard, Tino Rossi, valet, vendu, sous-Badinet, abruti, gâteux, gland de potence... La période contemporaine se distingue d'abord par sa moindre inventivité. Comme l'a montré l'historien Thomas Bouchet (1), les moments de crise favorisent les affrontements verbaux et le chahut dans l'hémicycle – la « bordélisation » du Parlement, comme on dit aujourd'hui –, avec des députés qui font claquer leurs pupitres, hurlent leurs désaccords et parfois même chantent à tue-tête. La crise boulangiste, l'affaire Dreyfus, les lendemains de la première guerre mondiale, l'arrivée au pouvoir du Front populaire, les grèves de 1947, la loi sur l'avortement... Les tensions et les clivages qui traversent le pays rejouent sur la vie démocratique, non l'inverse, et l'« apaisement » n'est pas un point de départ, mais le résultat potentiel des politiques qui s'attaqueraient à ces fractures. « On dit d'un fleuve emportant tout qu'il est violent. Mais on ne dit jamais rien de la violence des rives qui l'enserrent », écrivait Bertolt Brecht.

Or, ces derniers temps, les motifs de mécontentement ne manquent pas. La situation sociale n'en finit pas de se détériorer, les réformes impopulaires s'enchaînent, les manifestations sont ignorées, quand elles ne sont pas réprimées. Et les élections, qui se résument pour beaucoup à un choix par défaut, ne paraissent plus permettre de rien changer, avec un camp présidentiel discrédité, défait dans les urnes, mais qui s'accroche au pouvoir à coups de manœuvres politiciennes et de stratagèmes institutionnels. Faut-il dès lors s'étonner du durcissement des antagonismes, et d'une conflictualité toujours plus aiguë ?

(1) Thomas Bouchet, *Noms d'oiseaux. L'insulte en politique de la Restauration à nos jours*, Stock, Paris, 2010.

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS  
INTERDIT À LA VENTE

Le Monde diplomatique  
MANIÈRE DE VOIR

Les batailles du RAIL

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
Également sur [www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)

# La grande désillusion politique

(Suite de la première page.)

Le Front puis le Rassemblement national (RN) et la tendance la plus radicale des Républicains devaient en venir à envisager une alliance alternative, toujours davantage dominée par les partisans de la rupture d'avec le modèle social, voire d'avec la démocratie. De cette dynamique, M. Macron reste bien sûr comptable : ses efforts pour se retrouver face à M<sup>me</sup> Marine Le Pen au second tour en 2017 et en 2022 ont consacré la formation d'extrême droite en véritable opposition (1).

La constitution du bloc bourgeois a aussi eu pour conséquence de placer en dehors de l'alliance sociale dominante les classes populaires d'un bloc de droite désormais scindé. Élaborer une stratégie qui les réintégrerait faisait dès lors sens. La formation de M<sup>me</sup> Le Pen paraissait la mieux placée pour la conduire, avec sa base sociale constituée déjà en large partie du peuple de droite. Du côté des conservateurs qui ne pouvaient – ou ne voulaient – rejoindre M. Macron, la nécessité de se distinguer encourageait la mise au premier plan des thèmes favorisés de l'extrême droite – l'immigration, l'insécurité – et parfois le flou concernant l'économie comme le social. Ainsi, une ligne politique a paru pouvoir concurrencer celle du bloc bourgeois, qui mêlerait des thèmes traditionnels communs à la droite dure et à l'extrême droite en poursuivant la transformation de l'économie française.

Le néolibéralisme résiduel d'une telle stratégie n'empêche pas d'y associer une partie des catégories populaires. Bien qu'en déclin depuis au moins la crise de 2008, cette idéologie reste dominante au

sens où elle constitue la référence lorsqu'il s'agit de définir des politiques économiques tenues pour réalistes ou raisonnables : rechercher l'équilibre budgétaire et réduire la dette publique, baisser les impôts et couper dans les dépenses de l'État, laisser une plus grande place au secteur privé, etc. De surcroît, qu'il n'y a pas d'alternative, les gouvernements dirigés par le PS l'ont en quelque sorte prouvé par leur pratique, en particulier sous la présidence de M. François Hollande.

Même lorsque certaines réformes, comme celles des retraites, font l'objet d'une très large contestation, la prégnance des contraintes mises en exergue par l'idéologie néolibérale reste le sentiment dominant chez une large partie des classes populaires de droite. La détestation des « cassos », supposés vivre aux crochets de la société, n'est-elle pas l'expression fruste du langage plus châtié que tiennent les économistes orthodoxes lorsqu'ils prônent diverses mesures pour inciter au retour à l'emploi ? Du reste, le niveau d'attente tend à décliner lorsque les partis de gauche ne font plus figure d'alternative crédible. Quand prévaut leur liquidation, il semble irréaliste d'espérer le développement des services publics. Raisonnable d'escompter que le démantèlement vous affectera moins que les autres. L'heure n'est plus à la solidarité.

Cet arrière-plan idéologique explique que la récente quête de respectabilité du RN auprès des milieux patronaux n'ait eu aucun effet sur les catégories populaires de droite. Celles-ci semblent avoir placé les questions de l'immigration et de l'insécurité en tête de leurs attentes, tout au

moins si l'on en juge par le soutien indéfectible qu'elles apportent à la droite dure ou à l'extrême droite.

Racistes, réactionnaires, le corpus d'idées auquel elles adhèrent ainsi n'est plus vraiment problématique. Et les menées de M. Macron pour intégrer des groupes sociaux conservateurs au bloc bourgeois n'y sont pas pour rien : de son éloge de Pétain à l'expérimentation de l'uniforme à l'école ou à l'interdiction de l'abaya, de la tentative de faire passer grâce au vote du RN la loi sur l'immigration la « plus ferme depuis ces trente dernières années », selon le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin, à la répression brutale de tous les mouvements sociaux, des « gilets jaunes » aux révoltes des banlieues de 2023.

La recomposition à gauche n'est pas symétrique à celle opérée à droite. La stratégie macroniste a prospéré sous le quinquennat de M. Hollande, après de nombreuses tentatives du même ordre échafaudées au sein du PS depuis les années 1980. Et cette histoire continue de hanter l'imaginaire de la « gauche de gouvernement » – comme elle aime se désigner elle-même – ou d'accompagnement de la transformation néolibérale – comme il conviendrait plutôt de la nommer. Au PS, la contestation de la ligne du premier secrétaire Olivier Faure depuis 2022 ainsi que les prises de position des dirigeants écologistes au moment des élections européennes l'ont montré : la gauche d'accompagnement n'accepte dans le meilleur des cas la gauche de rupture – d'avec le néolibéralisme, voire le capitalisme – qu'en tant que force électorale d'appoint, sans prise sur les politiques à mener dans l'hypothèse de l'exercice du pouvoir.

L'alliance du Nouveau Front populaire (NFP), constituée à la hâte après la dissolution de l'Assemblée en juin dernier, a très provisoirement et très imparfaitement dissimulé cette rivalité opposant La France insoumise (LFI) au PS, aux Écologistes et au Parti communiste français (PCF). Nul ne peut douter que la gauche d'accompagnement s'affaïsse, surtout lors de l'élection présidentielle. Mais ce déclin se manifeste moins lors des autres scrutins. Ainsi, on n'observe pas à gauche l'équivalent du basculement intervenu dans l'autre camp, où la droite de rupture domine. Cela tient également, sans doute, à l'« option de sortie » dont croit bénéficier la gauche d'accompagnement, sous la forme d'une alliance avec les forces politiques s'appuyant sur le bloc bourgeois, les macronistes ou ceux qui aspirent à leur succéder.

Pareille option se trouve confortée par une possible stratégie symétrique du côté de ces dernières forces qui, faute d'obtenir un renfort suffisant du côté des partis de droite, pourraient tenter de reconstituer une alliance des centres. Les prises de position de M. Raphaël Glucksmann après les élections européennes comme les déclarations de M. Édouard Philippe lors de la campagne des législatives, ou de manière générale au cours de la même période l'intense propagande contre LFI et M. Jean-Luc Mélenchon, s'inscrivent dans cette perspective, qui implique une marginalisation de la gauche de rupture. L'incapacité dans laquelle se trouvent l'ensemble des groupes à l'Assemblée nationale à disposer d'une majorité absolue alimente les calculs autour d'un possible accord plus ou moins formel entre la gauche d'accompagnement, les macronistes et les Républicains.

## Contre-modèle allemand

ALORS que la lettre d'Emmanuel Macron aux Français du 10 juillet ouvrait la porte à une alliance tous azimuts, le rétrécissement de ses troupes de députés a ranimé l'opposition en leur sein entre les fractions droitières et celles qui envisageraient une alliance plus à gauche. Au NFP, les difficultés à élaborer un compromis stable entre gauches d'accompagnement et de rupture, tout comme au PS entre partisans de l'ancrage à gauche ou de la séparation d'avec LFI, ont rendu laborieux le choix d'un candidat au poste de premier ministre.

Le respect du programme du NFP impliquerait de plus la constitution d'un gouvernement minoritaire dont l'existence

reposerait sur l'impossibilité d'une censure conjointe du RN, de LR et des centristes. En revanche, au PS, mais aussi chez les Écologistes voire au PCF, la tentation existe du « front républicain ». Un front plus ou moins large, plus ou moins formel – du contrat de coalition à la recherche de majorités ponctuelles –, dans une optique de court terme – une nouvelle dissolution pourrait intervenir dès juin 2025 –, de moyen terme – la prochaine élection présidentielle de 2027 – ou même de long terme.

Mais la stabilité d'une stratégie repose sur celle des forces sociales qu'elle agrège. Elles lui fournissent un soutien politique, lequel dépend de la satisfaction des attentes des groupes qui constituent ce bloc. Toute stratégie « centriste » a vocation à composer avec un bloc bourgeois dont les aspirations centrales restent la continuation de la transformation du modèle socio-économique et l'intégration européenne, avec désormais, sans doute, de plus en plus, le soutien à l'Ukraine.

Certains, du côté du PS, des Écologistes et du PCF peuvent éprouver la tentation de concevoir une version « de gauche » de la stratégie du bloc bourgeois. Mais elle demeure illusoire en raison des contradictions entre la poursuite d'une politique économique orthodoxe et les principales attentes des groupes sociaux traditionnellement de gauche. Le soutien à l'Ukraine impliquerait une hausse des dépenses militaires qui, combinée avec les investissements dans la transition énergétique demandés par une fraction du peuple de gauche, rendrait encore plus difficile le maintien du niveau de dépenses sociales dans le cadre budgétaire imposé par les traités européens, alors même que les groupes sociaux venant de la droite ne manqueraient pas de réclamer des baisses d'impôts. Car conserver une orientation néolibérale amènera nécessairement à rechercher un soutien du côté du bloc de droite.

Ainsi, toute recherche de l'apaisement sous la forme d'une alliance de la gauche d'accompagnement, des forces macronistes et de la droite échouera à agréger un bloc dominant susceptible de lui fournir en retour un soutien durable. La comparaison avec la situation allemande présente certes des limites mais peut se révéler instructive. Dans un contexte institutionnel qui implique la formation de coalitions, alors que les partis ont l'habitude de ce genre de configuration, avec une gauche radicale divisée et considérablement affaiblie, l'alliance entre le Parti social-démocrate (SPD), Les Verts et le Parti libéral-démocrate (FDP) éprouve les plus grandes difficultés à définir une ligne politique cohérente et même tout simplement à s'entendre sur un budget. Les sondages montrent que la situation profite non seulement aux conservateurs de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU) et de l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU), mais aussi à l'extrême droite de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD). On peut donc anticiper ce que donnerait en France une coalition des partis dits « républicains », allant du PCF à LR, et quelle force politique profiterait le plus de la situation.

BRUNO AMABLE.

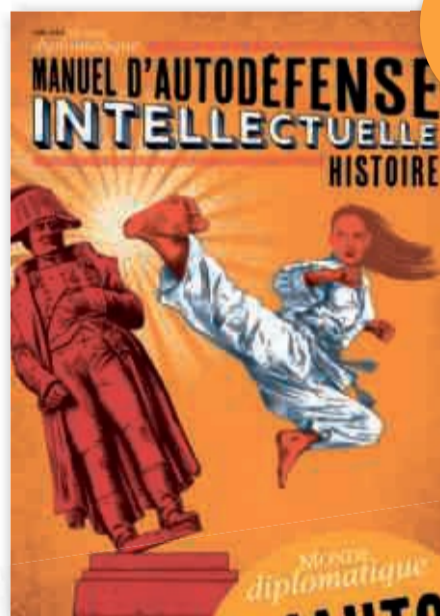
(1) Bruno Amable et Stefano Palombarini, *Où va le bloc bourgeois ?*, La Dispute, Paris, 2022.

**PRÉVENTIVE**  
Livraison à partir du 12 septembre

Réservez dès aujourd'hui notre nouveau hors-série en scannant le QR code, ou en ligne :

[www.monde-diplomatique.fr/manuel](http://www.monde-diplomatique.fr/manuel)

12 €\*  
au lieu de 14 €\*\*



Format : 20 x 27 cm  
Nombre de pages : 132

**MANUEL D'AUTODÉFENSE INTELLECTUELLE HISTOIRE**

### Exemples d'idées reçues pulvérisées

- « Churchill, soldat de la liberté »
- « La gauche adore les islamistes »
- « Pour l'Occident, toutes les vies se valent »
- « Le peuple a élu Hitler »

Et des démontages de textes, d'images, de cartes...

\* Cette offre est valable jusqu'au 31/08/2024 inclus dans la limite des stocks disponibles. Livraison à partir du 12/09/2024.

Pour un envoi hors de France métropolitaine, des frais de port s'ajouteront à la fin de votre commande. Offre réservée aux particuliers. Conformément à la législation en vigueur, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent. Pour l'exercer, contactez-nous à l'adresse [dpo@monde-diplomatique.fr](mailto:dpo@monde-diplomatique.fr)

\*\* Prix de vente à partir du 12 septembre chez les marchands de journaux.



## AVOIR POUR SOI L'HISTOIRE

Le 12 septembre prochain, *Le Monde diplomatique* publiera un hors-série d'un genre particulier : un manuel d'autodéfense intellectuelle consacré à l'histoire. Qu'il s'agisse de la guerre au Proche-Orient, de celle en Ukraine, des discours politiques, des films et des séries aussi, les références historiques foisonnent. Mais l'usage du passé sert plus souvent d'outil de propagande que d'instrument d'analyse.

Épaulée par un groupe d'historiens et de chercheurs en sciences sociales, l'équipe du *Monde diplomatique* démine les grandes idées reçues qui faussent le débat public. À chacune d'entre elles – « Les extrêmes se rejoignent », « L'Afrique n'est jamais entrée dans l'histoire », « Avant, la justice était plus sévère », « Faire l'Europe, c'est faire la paix », etc. –, une étude de cas apporte un démenti factuel. Cartes, encadrés thématiques, documents d'archives, bêtisiers, remettent à l'endroit des événements décisifs tantôt occultés, tantôt falsifiés, réécrits ou galvaudés.

Mais l'ambition de cette publication va au-delà des exemples concrets qu'elle rappelle ou corrige. Il s'agit de fournir aux lecteurs les techniques fondamentales et les astuces méthodologiques pour qu'ils puissent repérer eux-mêmes les manipulations qui pullulent dans les médias, sans verser dans la paranoïa ni échafauder des théories fumeuses. Cette « boîte à outils » critique permettra également à chacun d'élaborer de manière autonome des arguments à la fois convaincants et justes. Car voilà l'un des grands paradoxes du XXI<sup>e</sup> siècle : au moment où les connaissances n'ont jamais été aussi accessibles et où les populations jouissent d'un niveau de formation inégalé, les dirigeants politiques et éditoriaux s'emploient à les infantiliser.



# Comment l'Espagne est devenue

Heureux comme un aîné français à Alicante – ou allemand, ou britannique. Sur la Costa Blanca, mais aussi en Grèce, au Portugal, ils sont toujours plus nombreux à prendre leur retraite au soleil du sud de l'Europe. Plus douce la vie, plus bas les prix. Mais, en Espagne, ceux de l'immobilier tendent à augmenter du fait de l'afflux d'étrangers. La population locale peine ainsi à se loger tandis que son environnement ne cesse de se dégrader.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE  
ÉLISA PERRIGUEUR \*

LES leurs roses du coucher de soleil éclairent le mont Benacantil où se dresse le château de Santa Barbara, sur la Costa Blanca méditerranéenne. Un vent, trop chaud pour ce mois de mars, parcourt les allées piétonnes d'Alicante, ville côtière de 330 000 habitants située dans la communauté valencienne, l'une des dix-sept régions autonomes d'Espagne. À l'étage d'un fast-food avec vue sur une place arborée, la langue française résonne. Une vingtaine de retraités, en couple ou célibataires, louent cette atmosphère envoûtante autour d'un « apéro francophone », un événement organisé ici tous les jeudis, depuis 2022. Ils ne se connaissent pas initialement, mais partagent un point commun : venus de France, de Suisse ou du Canada, ils ont élu domicile sur la Costa Blanca, soit pour les mois d'hiver, soit définitivement. Ils n'avaient souvent aucun lien familial avec ce littoral touristique. Ils l'ont choisi pour « son climat et sa douceur de vivre », indique Pierre (1), 71 ans, ancien dessinateur industriel lillois. Il y a trois cents jours de soleil par an. Les Espagnols sont très accueillants avec nous. On n'a pas à se plaindre ici. Mes amis qui travaillent encore en France n'attendent que de venir ».

La communauté valencienne enregistre 20 000 résidents français à l'année, dont plus d'un tiers dépassent les 60 ans (2). Au total, l'Espagne accueille 161 000 retraités touchant une pension du régime général hexagonal ; sans compter les milliers de personnes âgées qui vont et viennent, y passent l'hiver, sans le déclarer, et que la presse locale et française surnomme parfois les « hirondelles », par comparaison avec les oiseaux migrateurs.

« Je vois souvent des nouvelles têtes », assure Pierre, qui a lancé les apéros « au succès grandissant » par le biais du réseau social Facebook, il y a deux ans. L'objectif ? « Connecter entre eux les francophones, faire des rencontres, s'échanger des bons plans. » Lui apprend le castillan, « mais beaucoup d'autres Français ne s'y mettent pas », regrette-t-il. Autour de la table, les retraités évoquent les restaurants bon marché sur les plages, les spas au cœur des montagnes, les randonnées dans les parcs naturels de cette région touristique. Liliane, ex-responsable informatique dans un hôpital à Marseille, voulait s'installer seule « dans une ville relaxante, cosmopolite, où l'on peut se déplacer facilement, trouver des activités culturelles intéressantes ». Au centre d'Alicante, les musées mettent en avant l'histoire de cette côte méditerranéenne foulée par les civilisations romaine, phénicienne et mauresque ; les nombreux visiteurs photographient les maisons blanches de l'authentique quartier de Santa Cruz et grignotent des tapas sur une promenade en bord de mer. Comme un air de vacances.

« J'avais longtemps rêvé de m'installer à l'étranger sans jamais pouvoir le faire, en raison de mon travail et de mes enfants », avoue Liliane. Ses proches pourront venir lui rendre visite facilement : les avions atterrissent à la chaîne à l'aéroport international d'Alicante, à deux heures de Paris et dont le trafic augmente chaque année. « Au fil des ans, j'ai vu la misère, l'insécurité et la paupérisation monter en France, en raison du manque de travail. C'est pesant », poursuit-elle. Pour Pierre, le sentiment de sécu-

rité a aussi joué dans son choix d'Alicante. « Je peux rentrer à pied tard le soir seul sans me poser de questions, insiste ce grand voyageur. À Paris, où je ne mets plus les pieds, j'ai déjà été agressé dans le métro. » La conversation dérive vers l'appréhension de l'Hexagone « qui va de plus en plus mal ». « Je suis choqué par les règlements de comptes liés aux drogues entre gamins, déplore-t-il à propos de son pays d'origine. Je sais que tout n'est pas parfait ici, mais l'atmosphère est différente. »

Distorsion ou non ? Le discours nostalgique d'une France « qui allait mieux avant » revient dans la bouche d'autres retraités. « En Espagne, il existe une réelle mixité, les étrangers ne créent pas de problèmes, ils s'intègrent. Il y a un mélange de populations qui se respectent », avance ainsi M. Aimé Brun, 81 ans, qui vit dans un quartier résidentiel modeste de la ville d'Alicante, avec une « petite retraite ». Cet enfant de rapatriés d'Algérie a retrouvé une grande communauté de descendants et d'associations de pieds-noirs encore actives. En 1962, près de 35 000 rapatriés avaient mis le cap sur la région.

ser de 9,5 millions de personnes à 16 millions d'ici à 2050. Le montant de leur pension, très variable, reste en moyenne plus faible qu'en France. « Malgré les difficultés, très peu de seniors espagnols imaginent s'éloigner de leur famille et partir à l'étranger, pour des raisons financières », estime M. Martin Ruiz, professeur retraité, qui vit dans le centre de l'Espagne.

A contrario, l'idée de passer leurs vieux jours à l'étranger séduit un nombre croissant de Français. Sur les 15,3 millions de pensionnés du régime général, 1,1 million vivent hors du pays, soit cinq fois plus qu'il y a trente ans. La tendance s'explique aussi par la hausse du nombre de personnes âgées : on constate une augmentation de 46 % des plus de 64 ans par rapport à 2003, alors que la population française (68 millions d'habitants) a connu une croissance bien plus modérée (5). L'accroissement du nombre de retraités qui s'installent à l'étranger s'est accentué sans interruption jusqu'en 2013, avant une légère décroissance jusqu'à aujourd'hui. La hausse se poursuit toutefois en Espagne, pays qui est aujourd'hui la troisième destination favorite des retraités français, juste après le Portugal et l'Algérie.

## « Je prends des cours d'aquagym tous les jours »

L'exil apparaît comme un marché juteux pour les États du sud de l'Europe. Au cours de la dernière décennie, leurs économies ont souvent subi des cures d'austérité. Ils surfent donc sur l'héliotropisme de ces générations âgées, aux pouvoirs d'achat plus élevés que ceux de leurs concitoyens, et tentent de les faire venir. En 2022, la Grèce lançait une campagne avec comme visages ceux d'un couple de retraités souriants. Le Portugal a plutôt misé sur une fiscalité attractive. Les règles européennes rendent obligatoire la taxation au-delà de six mois de

mière facteur de départ, avant même le climat. « Les seniors français se rendent compte que leurs pensions sont faibles, alors que les impôts augmentent. En partant, ils cherchent à vivre correctement de leur retraite », analyse-t-il. Longtemps réservée aux plus fortunés, la retraite à l'étranger constitue désormais une solution accessible aux budgets plus modestes.

M<sup>me</sup> Brigitte Rougier, 67 ans, célibataire et sans enfants, n'aurait jamais imaginé passer ses vieux jours de l'autre côté des Pyrénées. Ancienne ouvrière d'une usine de rhum à Bordeaux, elle touche désormais une retraite d'environ 1 500 euros. Ses trente-trois ans de travail à la chaîne ont affecté la mobilité de ses bras et de ses mains : « Tout le côté droit est foutu », lâche-t-elle. Partie en retraite anticipée pour raisons médicales, cette Charentaise d'origine a d'abord acheté un mobile home. Puis elle a débarqué sur la Costa Blanca sur un « coup de tête » il y a cinq ans. « Des amis m'ont conseillé de venir ici, ils y connaissent un couple de Français. Je n'allais pas bien, mon chien venait de mourir. J'avais un peu peur, je ne connaissais personne... » Elle ne regrette rien. « La France, c'est fini ! Je n'y retournerai pas, annonce-t-elle. Je me sens bien ici. À Bordeaux, j'étais toujours jugée sur mes habits, ma coiffure, les apparences, je n'étais pas assez bien. Ici, tout le monde s'en fiche, et les Espagnols sont accueillants. »

Elle insiste sur sa « belle vie » : « Je m'autorise un restaurant par semaine. Je prends aussi des cours d'aquagym tous les jours. » M<sup>me</sup> Rougier fait des économies sur l'énergie – « pas besoin de chauffer l'hiver ». Sur son vélo électrique, elle arpente les marchés des villages dans l'intérieur des terres. Elle y déniche « trois melons pour 1 euro, un kilo de cerises pour 2 euros ». Les légumes proviennent des alentours ou de la communauté voisine de Murcia, le « potager de l'Europe », comme on désigne souvent cette région gangrenée par l'agriculture intensive. Ce territoire désertique est devenu un amas de serres arrosées par les eaux détournées du fleuve Tage. « Quand j'achète pour 6 euros de légumes, ça me fait la semaine », calcule-t-elle.

Les nombreuses enseignes alimentaires étrangères proposent un large choix de produits pour expatriés soucieux de conserver leurs habitudes : Aldi ou Lidl pour les Allemands, Overseas pour les Britanniques, Auchan ou Carrefour pour les Français. Car ces derniers sont loin d'être les seuls à apprécier ce littoral inondé de lumière. M<sup>me</sup> Rougier croise tous les jours d'autres « guiris », des ressortissants du nord de l'Europe dans le jargon péjoratif espagnol. Près de 800 000 étrangers peuplent désormais la communauté valencienne – qui comprend 5,2 millions d'habitants –, soit huit fois plus qu'il y a un quart de siècle (6). Les Britanniques sont massivement présents dans la région comme dans le pays, qui compte la plus grosse communauté de l'Union européenne. Avec eux, les Néerlandais et les Belges ont été parmi les premiers seniors du nord de l'Europe à venir chercher du soleil en Espagne il y a déjà plusieurs décennies.

Le long des routes de la côte, des panneaux publicitaires vantent (en anglais) des centres de soins dentaires ou des cliniques privées. On croise plusieurs résidences de « senior living » (des logements pour personnes âgées). À Alfàs del Pi, qui abrite une importante communauté norvégienne, se dresse The Comm, un complexe d'appartements avec vue sur la mer et les montagnes sombres de la Sierra Helada. The Comm est réservé au plus de 65 ans. Quelque trois cents



MARTIN PARR. – De la série « Benidorm », 1997

M. Brun, ancien entrepreneur, ne veut plus « rentrer ». Des raisons médicales amènent bon nombre de Français à repartir au bout d'une dizaine d'années. Lui fait confiance au système de santé espagnol. « Il a bonne réputation. Je suis resté plusieurs jours à l'hôpital, j'ai été bien remboursé », assure-t-il (3). En Espagne, les compétences en matière de soins relèvent en grande partie de l'échelon régional. Mais à l'échelle nationale, le ministère de la santé indiquait en 2022 que 9 000 médecins devraient manquer à l'appel dans le pays d'ici à 2027, en raison d'une forte émigration des professionnels de santé, mal rémunérés (4). La communauté valencienne admet aussi faire face à « d'énormes difficultés » à cause du vieillissement de sa propre population. Il manque 23 000 places dans les maisons de retraite publiques pour se conformer aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), soit 5 places pour 100 personnes de plus de 65 ans. La communauté admet ainsi figurer au dernier rang des régions espagnoles. Dans le pays tout entier, les plus de 65 ans devraient pas-

résidence dans un pays de l'espace Schengen. Mais Lisbonne avait fait le choix d'exonérer d'impôts les résidents étrangers pendant dix ans, ce qui a permis d'attirer bon nombre de seniors et de cadres télétravailleurs. Un avantage supprimé en 2024, face à l'afflux de nouveaux venus fortunés qui faisaient flamber les prix de l'immobilier.

En Espagne, l'impôt national est plus élevé qu'en France. Des retraités français s'éternisent donc illégalement dans des résidences espagnoles au-delà de six mois. La combine est banale : « Certains cumulent, quand ils le peuvent, une résidence en Espagne et une autre en France, continuant de payer leurs impôts là-bas », résume M. Thomas Rouer, fondateur de l'agence immobilière à destination des francophones J'achète en Espagne. Mais le nombre de fraudeurs est inconnu. M. Paul Delahoutre, qui a créé Retraite sans Frontières – l'un des nombreux sites Internet qui prodiguent des conseils à ces nouveaux migrants –, estime pour sa part que « le pouvoir d'achat est le pre-

(1) Les témoins désignés par leur seul prénom ont préféré rester anonymes.

(2) Chiffres de mai 2024, fournis par la Généralité valencienne, l'institution du gouvernement autonome de la communauté valencienne.

(3) Un résident français dans un pays de l'Union européenne bénéficie de la couverture de la sécurité sociale locale pour le compte de la Sécurité sociale française.

(4) Elisa Silió, « La fuga de miles de médicos agrava el déficit de especialistas en España », *El País*, Madrid, 17 octobre 2022.

(5) Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV), « Recueil statistique du régime général. Édition 2023 », décembre 2023, [www.statistiques-recherche.lasuranceretraite.fr](http://www.statistiques-recherche.lasuranceretraite.fr)

(6) Rafel Montaner, « Los residentes extranjeros se han multiplicado por ocho en un cuarto de siglo », *Levante El Mercantil Valenciano*, 3 mars 2024.

PAR AN ICI, ON N'A PAS À SE PLAINDRE »

# la maison de retraite de l'Europe



MARTIN PARR. – De la série « Benidorm », 1999

résidents, essentiellement des pays du nord de l'Europe, profitent aujourd'hui de ses piscines, ses jardins soigneusement entretenus, ses salles de gymnastique et ses restaurants gastronomiques. Les appartements sont loués pour une durée de vingt ans au minimum. Les premiers prix à l'achat s'élèvent à 125 000 euros. Sous les balcons, les engins retournent la terre entre les cyprès. The Comm, qui affiche complet, s'agrandit et comptera bientôt 492 logements.

## Une sitcom anglaise porte le nom de Benidorm

À côté de ce complexe luxueux, un marché immobilier attractif contribue à l'exil français dans la communauté valencienne. M<sup>me</sup> Rougier vit depuis trois ans dans une maison – «avec jardin», insiste-t-elle –, à proximité d'un parc de pins qui borde la mer. Située dans un lotissement baptisé La Marina, elle la loue 450 euros par mois. Elle a trouvé dans ces très longues allées de pavillons blancs, le plus souvent dotés d'une piscine individuelle, des amis français, qui arrivent «toujours plus nombreux, assure-t-elle. On se fait des déjeuners, on joue à la pétanque, je ne vois pas les années passer». Ils évitent de parler de la politique française : «Ça m'énerve et je veux profiter de ma vie.» M<sup>me</sup> Rougier s'est bien mise au castillan. «Je veux faire cet effort mais c'est très, très difficile. À mon âge, la mémoire n'est plus très bonne. Je comprends un peu, mais pas quand les Espagnols parlent vite, comme des mobylettes», explique-t-elle en riant. Les rues de La Marina ont des noms d'artistes célèbres ou de capitales européennes, faciles à retenir. Ce lotissement compte sept mille habitants à l'année, parmi lesquels beaucoup d'étrangers. Il est plus vaste que le village auquel il est rattaché, San Fulgencio, petit bourg de trois mille habitants avec son centre historique et une place où tanguent les palmiers.

M. Dominique Combeau, 66 ans, et sa compagne Marie-Christine Pasquier, 63 ans, tous deux ex-fonctionnaires, ont eux aussi préféré La Marina à leur banlieue parisienne. Ils ont trouvé un logement pour 75 000 euros il y a trois ans. Le mètre carré à Alicante équivaut à celui d'une ville comme Tulle, calcule un agent immobilier du coin, soit un peu plus de 2 000 euros. Les prix sont encore moins élevés dans certaines bourgades de la Costa Blanca. Et la barrière de la langue s'estompe : «Sur nos smartphones, nous pouvons utiliser des outils de traduction pour nous faire comprendre dans les restaurants», confie M. Combeau, ravi. La technologie lui permet aussi de rester connecté à la France. Avec les applications de messagerie gratuites et les réseaux sociaux, il maintient le contact avec ses proches et peut «aussi regarder les chaînes de télévision françaises».

Grignotant les terres et le littoral de la Costa Blanca, les grappes de pavillons comme La Marina s'appellent des «urbanizaciones». Elles pullulent. Petites banlieues résidentielles de maisons secondaires quasi identiques, pour certaines peu fournies en services publics locaux tels que les écoles, les bibliothèques... L'été, La Marina se remplit de touristes de tous âges et de toutes régions. L'hiver, elle compte essentiellement des seniors. «Nous espérons attirer encore plus de retraités étrangers

dans les années à venir», précise M. Paulino Herrero, le conseiller municipal chargé du tourisme à San Fulgencio. Tout est fait pour accommoder l'environnement à une population vieillissante à mobilité réduite : larges trottoirs adaptés aux fauteuils roulants, limitation de la vitesse dans les rues à 30 kilomètres-heure et calme ambiant.

Construits dès les années 1960, sous la dictature de Franco (1936-1975), ces lotissements avaient vocation à attirer les vacanciers dans une région agricole en mutation. Le rythme des constructions s'est intensifié à la fin des années 1990, lorsque l'Espagne a été saisie par la fièvre immobilière. Jusqu'à 550 000 permis de construire annuels étaient délivrés dans la décennie 2000, soit cinq fois plus qu'aujourd'hui (7). Il s'agissait aussi de permettre aux générations du baby-boom espagnol de devenir propriétaires.

Dans la région, la connivence entre promoteurs et édiles a facilité le bétonnage à outrance. Parallèlement, rien n'était assez clinquant pour les élites politiques locales de droite, voulant placer «Valence [le chef-lieu] sur la carte du monde», selon les termes de M. Francisco Camps, alors président de cette communauté autonome (2003-2011). La facture des mégaprojets, en partie financés par l'argent public, a flambé : 150 millions d'euros pour la création d'un aéroport à Castellón de la Plana qui mettra trois années à être fonctionnel, 300 millions d'euros pour la Cité de la lumière et du cinéma à Alicante, un complexe condamné en 2012 à la fermeture par l'Union européenne en raison de l'obtention d'aides jugées illégales, et qui a partiellement réouvert depuis. L'éclatement de la bulle immobilière, en 2008, est venu porter un coup fatal à cette gestion délirante. La région, lourdement endettée, a imposé en 2012 une cure d'austérité à ses citoyens.

Aujourd'hui, vestiges de la crise, quelques squelettes de pavillons se dressent toujours au détour des routes du pays valencien. Ils rappellent



© MARTIN PARR. – MAGNUM PHOTOS

MARTIN PARR. – De la série « Benidorm », 1997

la ruine de leurs promoteurs après cet effondrement. Les acheteurs étrangers se sont détournés un temps, avant de revenir en 2018. Depuis, ils ont relancé ce marché de l'immobilier. En 2023, un quasi-record : quelque 19,3 % des biens achetés en Espagne l'ont été par des étrangers ravis d'acquiescer des pavillons à bas prix, contre 7,1 % en 2007 (8). La contrepartie ? «Les prix de l'immobilier augmentent. Il devient difficile pour les jeunes étudiants ou les Espagnols de se loger, notamment à Alicante : les prix moyens à l'achat ont augmenté de 7 % entre 2022 et 2023, constate M. Rouer. Les constructions se poursuivent dans la région, à un rythme toutefois moins excessif que dans les années 2000. Les acheteurs ont une moyenne d'âge de 50-55 ans, le taux moyen d'occupation d'une maison est de sept ans. Les gens ne restent pas très longtemps : ils déménagent pour raisons personnelles, ou il peut y avoir un décès.»

Avec l'augmentation de ces investissements étrangers et l'arrivée nouvelle de Nord-Américains, d'autres enjeux surgiront, anticipe Mayo De-Juan-Vigaray, professeure de marketing à l'université d'Alicante. «Une grande partie des urbanizaciones étaient dès le départ destinées à un public étranger de classes moyennes et supérieures. Elles étaient conçues comme des forteresses occidentales, note-t-elle. Ces lotissements sont parfois confrontés à un faible taux de participation aux élections et à la vie locale de la part de ces résidents secondaires. Le manque d'habitants permanents peut aussi entraver le développement de liens communautaires et de réseaux solides au sein des quartiers.»

Benidorm est le premier cas de ville façonnée pour les étrangers. Cette forêt de gratte-ciel – la plus forte concentration après Londres et Milan – s'étale sur 38 kilomètres carrés. Emblème de ce délire architectural, l'arche Edificio Intempo, une tour vertigineuse aux fenêtres dorées de 192 mètres de haut, incarnation d'un style futuriste pour les uns, symbole du kitsch balnéaire pour les autres. Petite ville de pêcheurs, Benidorm est devenue en un quart de siècle un empire du tourisme de masse, sous l'impulsion de M. Pedro Zaragoza Orts, maire de 1950 à 1967. Il a arpenté l'Europe pour vendre aux classes ouvrières étrangères sa formule de séjours «all inclusive», soit des voyages «tout compris» incluant vol, hôtel et repas. En plein franquisme, M. Zaragoza Orts est allé jusqu'à imposer aux catholiques les plus récalcitrants la vue du bikini sur les plages, raconte avec admiration M. Antonio Pérez Pérez, le maire de Benidorm, élu président du conseil provincial d'Alicante en 2023 pour le Parti populaire (PP).

Les chantiers se poursuivent dans la ville, toujours en quête de visiteurs. La mairie revendique une «écologie verticale». «Les hauts

immeubles polluent moins qu'une maison individuelle. Par exemple, il n'y a qu'une seule piscine pour 400 personnes», affirme-t-elle. En août, les serviettes recouvrent le sable : 400 000 personnes y cohabitent. Les familles rencontrent les groupes de vacanciers, le plus souvent étrangers, qui s'enivrent parfois sans limite – une pratique courante décriée par les locaux et surnommée «turismo de borrachera» («tourisme de beuverie»). L'hiver, la commune compte 72 000 habitants, auxquels s'ajoutent des dizaines de milliers de seniors de passage. Sur la jetée face aux pubs qui crachent de la musique de Michael Jackson, les piétons évitent alors les très nombreux scooters électriques à quatre roues que les retraités peuvent louer partout en ville. «La mairie prévoit l'installation de portes automatiques dans tous les bâtiments municipaux, des feux de circulation sonores et vibrants, la création et l'activation d'audioguides en trois langues», annonce M. Pérez Pérez.

Ces «investissements «mobilité» feront le bonheur des seniors britanniques, présents en nombre... La station balnéaire est si populaire outre-Manche qu'une sitcom en porte le nom. «Beaucoup d'Anglais viennent en vacances alors qu'ils sont encore actifs, puis passent leurs vieux jours ici», relate M. Geoff Gartland, un agent de voyages britannique proche de la retraite. Il crie pour se faire entendre dans le brouhaha de «Tapas Alley», parée de fanions verts à l'approche de la Saint-Patrick, célébration du saint patron de l'Irlande. Le nom espagnol de cette rue où il nous donne rendez-vous est en réalité Calle de los Vascos. «Nous avons renommé les boulevards ou les rues en anglais, c'est plus facile pour nous! Et tout le monde parle notre langue ici.» M. Gartland regrette le Brexit, en 2020, et les contrariétés pour «les travailleurs saisonniers britanniques». Les retraités continuent de venir en pointillé, note-t-il. «J'espère que l'Espagne changera la loi pour que nous puissions séjourner plus de trois mois de suite. Après tout, nous apportons beaucoup à l'économie locale.»

## Ravager les sols pour construire des appartements de luxe

Les autorités de la communauté valencienne, elles, se réjouissent de ce tourisme à l'année, l'un des moteurs de l'activité. «Il contribue au développement économique de la région en attirant les investissements étrangers et en générant des emplois dans des secteurs tels que la construction et les services, vante M<sup>me</sup> Nuria Montes, la ministre de l'industrie et du tourisme de la Généralité valencienne (PP). La diversité culturelle apportée par la population étrangère enrichit notre communauté.»

Selon d'autres, cette industrie touristique a un coût environnemental alarmant. Les pénuries d'eau constituent un problème majeur en Espagne. Dans certaines régions comme la Catalogne, il n'a pas ou peu plu depuis trois ans. «La communauté valencienne est en état d'alerte modérée. Mais la consommation n'a pas cessé d'augmenter avec le tourisme, alors que l'eau dont nous disposons se fait de plus en plus rare», souligne M. Julio Barea, de l'organisation Greenpeace Espagne. Peu d'habitants se souviennent dans la région, la plupart des locaux travaillent dans ce domaine.»

Sensibiliser les étrangers aux questions environnementales constitue un défi. «Nous avons aujourd'hui une population difficile à cerner concernant la question écologique : on note qu'il y a des prises de conscience différentes selon les nationalités», ajoute M. Barea. D'après lui, la mobilisation repose sur les autorités locales, mais leurs décisions sont loin de montrer l'exemple. «La bétonisation se poursuit, explique-t-il. Nous avons déjà dépassé nombre de lignes rouges : nous avons ravagé les sols et les montagnes pour construire des appartements de luxe, parfois sur des falaises ou dans des espaces naturels.» L'agent immobilier Thomas Rouer le constate aussi : «Les acheteurs étrangers seniors ne se préoccupent pas vraiment des sujets environnementaux.» Alors que la bétonisation aggrave le réchauffement, Greenpeace pointait en 2018 une urbanisation du littoral qui avait plus que doublé en trente ans en Espagne. Cet été encore, les températures sont caniculaires dans le pays, presque insoutenables. En quête d'un climat doux qui redonne le moral, les retraités pourraient finir par fuir le soleil qu'ils ont tant recherché...

ÉLISA PERRIGUEUR.

(7) Ángel Gavilán, «El mercado de la vivienda en España : evolución reciente, riesgos y problemas de accesibilidad», Banque d'Espagne, 23 avril 2024, www.bde.es

(8) Ibid.

# « Grand jeu » dans

*En juillet, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont participé à Washington au sommet de l'Alliance atlantique. Wellington envisage même la conclusion d'un nouveau partenariat avec celle-ci. Il s'agirait de contenir la Chine qui, de son côté, soigne ses relations avec les îles Salomon ou Kiribati. Dans ce contexte – et dans l'épreuve climatique –, les territoires océaniques se trouvent piégés, sommés de choisir un camp.*

PAR GÉRALDINE GIRAUDEAU \*

Un temps où nos dirigeants regardaient peu de l'autre côté de la Terre, là où l'océan est partout. L'émergence de nouveaux enjeux économiques et sécuritaires a subitement changé la donne. Depuis une vingtaine d'années, dans une sorte de basculement des relations internationales vers la face maritime du planisphère, le concept d'Indo-Pacifique s'impose, ou réapparaît avec une signification différente. Le premier ministre japonais l'a utilisé lors d'un discours devant le Parlement indien en 2007 ; l'Australie, l'Indonésie et les États-Unis l'ont intégré à leur plan de défense entre 2013 et 2017 ; la France s'est, elle, dotée en 2019 d'une stratégie de défense en Indo-Pacifique fondée sur la présence, entre océan Indien et Pacifique sud, de sept de ses douze collectivités d'outre-mer (1).

Depuis, l'Indo-Pacifique n'a cessé de gagner en importance ; jusqu'à devenir un axe incontournable de la politique extérieure des acteurs de la guerre d'influence qui sévit dans la région. Au-delà de la multiplication des visites officielles, Washington a annoncé au cours de la seule année 2023 la mise en place d'un dialogue tripartite avec Tokyo et Séoul, un projet de renforcement de son implantation militaire aux Philippines, la signature d'un pacte de sécurité avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée – qui a fait écho à la conclusion d'un accord un an

plus tôt entre la Chine et les îles Salomon –, l'ouverture d'une ambassade aux Tonga, la réouverture du poste aux Salomon, et la perspective de nouvelles représentations diplomatiques aux Kiribati et au Vanuatu. De son côté, le président Emmanuel Macron s'est, en 2023 également, rendu en Nouvelle-Calédonie, au Vanuatu, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, mais aussi au Sri Lanka, au Bangladesh, en Inde, au Japon et en Chine. En décembre, la visite en Australie de

M<sup>me</sup> Catherine Colonna, alors ministre des affaires étrangères, devait relancer la coopération avec Canberra – après que l'Australie avait rompu en 2021 un contrat d'achat de sous-marins signé avec le groupe français Naval Group en 2016 –, tandis que le Quai d'Orsay annonçait l'ouverture d'une ambassade aux Samoa (2).

Si cette surenchère est plutôt récente, cela faisait longtemps que les représentants des îles océaniques – précisément au cœur de l'axe stratégique ainsi mis en avant – cherchaient à se faire entendre au sein des instances internationales, pour qu'on les voie, eux qui, les premiers, subissaient de plein fouet les effets de la crise climatique. Non pas pour être perçus comme des confettis de terre en proie aux appétits territoriaux de grandes puissances, mais pour qu'on les reconnaisse à juste titre, comme des nations insulaires exposées à un danger sans précédent. Et de fait, les impacts du changement climatique – qu'ils relèvent du déplacement des stocks halieutiques, de l'acidification des océans, des phénomènes de sécheresse, mais aussi de la fréquence

croissante des phénomènes météorologiques extrêmes et de la montée des eaux – constituent la principale menace sur la sécurité de la région. Une menace de nature existentielle.

C'est en particulier le cas des États atolliens, dont le territoire est entièrement composé de formations coralliennes peu émergées, d'étroites bandes de terre où il n'existe aucun point haut où se réfugier. À l'exception des Maldives dans l'océan Indien, ces territoires se situent tous en Océanie. Il s'agit des Kiribati, des îles Marshall, des Tuvalu – et aussi des Tokélaou, un archipel autonome de la Nouvelle-Zélande. L'assiette terrestre de ces États deviendra probablement inhabitable avant d'être submergée. Sans être menacés directement de disparition, les territoires de nombreux autres États de la région pourraient subir des altérations substantielles.

En Océanie, toutes les populations concernées ne bénéficient pas du même degré de sécurité quant aux perspectives de repli s'offrant à elles. Selon les territoires dont ils sont ressortissants, les insulaires du Pacifique peuvent ou non,

par choix ou par contrainte – et sans que cela puisse être considéré comme une réponse satisfaisante à la crise climatique –, s'exiler vers des terres plus sûres, s'y installer et y travailler. Du fait de son histoire, cette partie du monde concentre une déclinaison, assimilable à un véritable laboratoire juridique, de tous les statuts constitutionnels possibles. Des États ayant pris leur indépendance dans la vague tardive de décolonisation (tels le Vanuatu ou les Fidji) y côtoient des territoires infra-étatiques (à l'instar des outre-mer français ou américains). On y trouve également une forme originale de liens négociés, la libre association. Les ressortissants de Micronésie, des îles Marshall et des Palaos peuvent ainsi s'établir sur le sol américain dans le cadre des accords liant ces États avec Washington. Ceux des îles Cook (*lire l'article ci-dessous*)

(1) Rory Medcalf, « L'Indo-Pacifique aux couleurs de la Chine », *Politique étrangère*, Paris, automne 2019. Cf. aussi « Stratégie française en Indo-Pacifique », 2019, [www.defense.gouv.fr](http://www.defense.gouv.fr)

(2) Lire Philippe Leymarie, « Crise des sous-marins : Paris toujours groggy », *Défense en ligne*, Les blogs du « Diplo », 14 octobre 2021.



ANONYME. – Pirogue de guerre, vers 1930

PHOTOGRAPHIE : TONY QUERREC - RMN-GRAND PALAIS

\* Professeure de droit public à l'université Paris Saclay (UVSQ).

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL GLEN JOHNSON \*

Des plages de sable blanc immaculé où se prélassent les touristes. Des lagons aux eaux turquoise. Des vagues qui s'écrasent contre la barrière de corail en lisière des terres. Ce décor de carte postale ferait presque oublier l'amoncellement de problèmes auquel font face les îles Cook, petit État du Pacifique sud composé de quinze îles (atolls, îles coralliennes et îles volcaniques). Quand le changement climatique dégrade la vie quotidienne, quand la population fuit vers la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Ou quand les tensions géopolitiques remettent en cause la dénucléarisation de la région.

M<sup>me</sup> Celine Dyer, coordinatrice auprès du premier ministre chargée du changement climatique, nous reçoit dans son petit bureau à Avarua, la capitale, sur l'île de Rarotonga. Sont également présentes deux de ses collègues, M<sup>mes</sup> Charlene Akaruru et Terito Story, respectivement ambassadrice de la jeunesse et responsable de la communication sur ces questions. Ensemble, elles évoquent les multiples retombées d'un monde en surchauffe : submersions marines, érosion du littoral, acidification des océans, intensification des tempêtes, disparition des zones de frai pour les poissons...

Les ancêtres savaient lire les étoiles et les courants marins ; on construit désormais des marégraphes pour comprendre les évolutions du niveau de la mer, en plus des digues. Mais, sur un certain nombre d'îles, le déplacement des populations paraît déjà inexorable.

\* Journaliste.

L'archipel septentrional est particulièrement touché par un phénomène qui bouleverse les modes de vie et de culture traditionnels. Il y a encore quarante ans, explique M<sup>me</sup> Dyer, les habitants pouvaient aller pêcher dans les chenaux qui bordent ces îles. À mesure que les eaux se réchauffent, ils sont obligés de s'aventurer de plus en plus loin en haute mer.

« Nourrir sa famille demande désormais davantage de travail et d'énergie, poursuit-elle. Il faut acheter un hors-bord, une embarcation en aluminium, se procurer du carburant. C'est un coût supplémentaire, et surtout une perte d'identité. Mais il n'y a pas d'autres emplois dans les îles les plus isolées. »

Le récif corallien qui entoure Rarotonga se dégrade et offre un terrain propice à la prolifération d'algues sur lesquelles s'accrochent des dinoflagellés. Ces petits organismes toxiques, en remontant la chaîne alimentaire, finissent par provoquer, chez les populations qui vivent de la mer, une intoxication nommée « ciguatera », susceptible d'entraîner la paralysie, voire la mort.

La montée des eaux menace aussi les cimetières. Aux îles Cook, on enterre ses proches tout près des maisons, dans des sépultures soigneusement entretenues et souvent ornées de frangipaniers et de gardénias. « Ces tombes vont être emportées par les flots. C'est comme si on rayait notre peuple de la carte », déplore M<sup>me</sup> Dyer.

Niché dans un quartier du début de l'époque missionnaire, le musée-bibliothèque des îles Cook met à l'honneur l'histoire et la culture locales. On admire des tableaux représentant les premiers navigateurs polynésiens qui accostèrent ces rivages à bord de grandes pirogues à

balancier. Car quand le capitaine James Cook aperçut Manuae, l'une des îles de l'archipel du Sud, en 1773, cela faisait déjà longtemps que des peuples polynésiens y vivaient et que le Pacifique était sillonné de routes commerciales et migratoires.

Ici, beaucoup s'inquiètent de voir disparaître leurs traditions. Les premiers missionnaires ont dès leur arrivée interdit les chants, les danses et les percussions, et les célébrations collectives ont commencé à s'organiser autour de l'Église. La société demeure profondément influencée par les cultures sacrées coloniales. L'émigration est un facteur aggravant : dès les années 1970, les natifs installés en Nouvelle-Zélande ont dépassé en nombre ceux restés sur les îles.

## Extraction et bellicisme font la paire

À cela s'ajoutent d'importantes pressions financières. Avec une économie structurée autour des services et des transferts d'argent de la diaspora – l'industrie se résumant à une poignée d'activités marginales telles que la transformation des fruits, le textile et l'artisanat –, les échanges extérieurs restent largement unidirectionnels, et seuls les subsides néo-zélandais permettent aux îles Cook de financer leur déficit commercial.

L'*Anuanua Moana*, énorme navire océanographique amarré dans le port d'Avatiu, sur l'île de Rarotonga, appartient à Moana Minerals, l'une des trois sociétés, avec Cobalt Seabed Resources et CIC Ocean Research, à avoir reçu la permission des îles Cook de sonder leur zone économique exclusive (ZEE). La phase d'exploration est entrée dans sa troisième année.

L'objet de toutes ces convoitises ? Les nodules polymétalliques, des concrétions de la taille d'une pomme de terre, fruit de millions d'années d'évolution et contenant de précieux minéraux (cobalt, cuivre, nickel et manganèse). Les fonds marins des îles Cook concentreraient plusieurs milliards de tonnes de ces galets considérés comme indispensables à la « révolution verte » et à la sortie des combustibles fossiles. Pour le premier ministre Mark Brown, l'affaire paraît entendue : les exploiter garantirait au pays une amélioration spectaculaire de ses perspectives économiques et faciliterait son adaptation à la menace existentielle du changement climatique.

« Ne me demandez pas de laisser passer cette occasion de promouvoir la transition verte en négligeant des minéraux cruciaux pour son accomplissement, et dont le fond de mon océan est recouvert, a déclaré M. Brown lors de la conférence de Charm El-Cheikh de 2022 sur le changement climatique (COP27). Dans beaucoup de nos États du Pacifique, la culture de la sauvegarde et de la protection de l'environnement est bien plus enracinée et plus développée qu'elle ne l'est dans ces pays qui réclament un moratoire tout en continuant d'émettre du CO<sub>2</sub> à des taux plusieurs milliers de fois supérieurs au nôtre. »

Le plancher océanique reste largement inexploré, et le rôle que jouent les nodules dans les systèmes marins encore mal connu. Les écologistes estiment cependant que leur extraction a toutes les chances d'être dévastatrice. Elle consisterait, ni plus ni moins, à racler le fond de la mer à l'aide d'engins aussi gros que des camions, puis à envoyer les nodules en masse vers des navires stationnés à la surface via de gigantesques tuyaux pareils à des tentacules. Outre qu'il risque de détruire de nombreux habitats en eaux profondes, le processus soulève-

PROIES DE TOUTES LES CONVOITISES

# le Pacifique sud

sous) et de Niue, associés à la Nouvelle-Zélande, sont des citoyens néo-zélandais. D'autres encore ne peuvent être appréhendés sans l'autre. La deuxième constitue un élément croissant d'instabilité, susceptible notamment de transformer le terrain militaire (3). Mais elle est aussi perçue comme un facteur d'opportunité et un vecteur d'influence. La Chine ne s'y trompe pas. Elle a commencé à instrumentaliser cet enjeu alors même que la région ne faisait pas l'objet de la même concurrence. Dès le Forum sino-pacifique de 2006, les autorités chinoises avaient annoncé l'augmentation des aides destinées à répondre aux désastres naturels. L'investissement massif du pays en matière de ressources et d'infrastructures dans la zone a augmenté au fil des ans, pour toutefois finir par stagner plus récemment (4). La stratégie a semblé payer. Seuls trois États de la région entretiennent des relations avec Taïwan depuis le revirement des Salomon et des Kiribati en 2019, et celui plus récent de Nauru, en janvier 2024 – tandis que les élections aux Tuvalu étaient surveillées de près. Les rivaux de Pékin ont adopté la même conduite en renforçant ce volet consensuel de leur stratégie indo-pacifique. M. Joseph Biden a ainsi annoncé 810 millions de dollars d'aide lors du sommet réunissant États-Unis et pays insulaires du Pacifique en 2022.

Or, dans le Pacifique, course à l'influence et crise climatique ont partie liée, au point que l'une ne peut être appréhendée sans l'autre. La deuxième constitue un élément croissant d'instabilité, susceptible notamment de transformer le terrain militaire (3). Mais elle est aussi perçue comme un facteur d'opportunité et un vecteur d'influence. La Chine ne s'y trompe pas. Elle a commencé à instrumentaliser cet enjeu alors même que la région ne faisait pas l'objet de la même concurrence. Dès le Forum sino-pacifique de 2006, les autorités chinoises avaient annoncé l'augmentation des aides destinées à répondre aux désastres naturels. L'investissement massif du pays en matière de ressources et d'infrastructures dans la zone a augmenté au fil des ans, pour toutefois finir par stagner plus récemment (4). La stratégie a semblé payer. Seuls trois États de la région entretiennent des relations avec Taïwan depuis le revirement des Salomon et des Kiribati en 2019, et celui plus récent de Nauru, en janvier 2024 – tandis que les élections aux Tuvalu étaient surveillées de près. Les rivaux de Pékin ont adopté la même conduite en renforçant ce volet consensuel de leur stratégie indo-pacifique. M. Joseph Biden a ainsi annoncé 810 millions de dollars d'aide lors du sommet réunissant États-Unis et pays insulaires du Pacifique en 2022.

De ce mélange des genres, la signature en novembre 2023 d'un traité entre l'Australie et les Tuvalu a eu valeur de symbole. L'Union Falepili, première convention bilatérale de mobilité climatique, prévoit une relocalisation progressive de la population de l'archipel polynésien au rythme de 280 titres de séjour par an, selon le mémorandum d'accord publié le 8 mai 2024 (5). L'accord de « voisin bienveillant » – *falepili* en tuvaluais – prévoit également une aide substantielle à l'adaptation et des



obligations d'assistance en cas de catastrophe naturelle. Toutefois, Canberra ne s'y engage à rien du point de vue de ses émissions de gaz à effet de serre et, surtout, en retire un avantage stratégique considérable. L'article 4 du texte lui confère en effet un véritable droit de veto sur les accords de défense que les Tuvalu envisageraient de conclure, en particulier avec Pékin.

Le gouvernement des Tuvalu a-t-il vraiment le choix ? Cette nation souveraine accepte ici une voie d'issue pragmatique, mais manifestement déséquilibrée. Les principaux contributeurs au changement climatique s'érigent en sauveurs alors que les îles du Pacifique produisent moins de 0,03 % des émissions de CO<sub>2</sub> (6). Un tel accord, qui pousse les États insulaires du Pacifique à choisir leur camp, interroge par ailleurs les intentions à long terme des grandes puissances riveraines du conti-

nent bleu. Derrière l'urgence climatique se profilent des questions politiques et juridiques nouvelles, dont celle de la survivance virtuelle d'États dont la population aurait été entièrement déplacée et le territoire terrestre, complètement submergé. Qu'advierait-il dans ce cas, par exemple, des espaces maritimes sous juridiction étatique actuellement reconnus par le droit international de la mer ? Dans l'hypothèse où le pire scénario pour les Tuvalu se réaliserait, qui, in fine, contrôlerait les plus de 756 000 kilomètres carrés (29 000 fois sa superficie terrestre) sur lesquels sont aujourd'hui exercés des droits souverains d'exploration et d'exploitation des ressources maritimes ? Et qu'en serait-il pour les autres États susceptibles de connaître le même sort ? Sans trop spéculer, il n'apparaît pas extravagant, à la lecture d'accords équivalant à l'Union Falepili, d'envisager un futur où les grands émetteurs de gaz à effet

de serre jouiraient des bénéfices liés à des disparitions auxquelles ils auraient substantiellement participé.

Les peuples du Pacifique ne s'y résignent pas. Leurs représentants tentent de tirer parti, dans la mesure du possible, de cette concurrence géopolitique sous haute tension. Bien que l'unité de la région soit fragile, et que des obstacles importants aient dû être surmontés, la coopération au sein du Forum des îles du Pacifique (le FIP, principale organisation régionale océanique, dont sont membres à part entière la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie au titre de leurs compétences internationales) s'est renforcée. Elle a permis aux gouvernements locaux de faire entendre une voix forte, au travers de différentes déclarations, dont celle d'août 2021 à propos de la préservation des zones maritimes en dépit de l'élévation du niveau de la mer (7). En outre, leur com-

bat pour la justice climatique a donné lieu à d'importants développements. Ainsi, l'initiative portée par le Vanuatu pour solliciter un avis de la Cour internationale de justice (CIJ) sur les obligations des États en matière de changement climatique – affaire pendante – a reçu un important soutien régional avant de faire l'objet d'un consensus au sein de l'Assemblée générale des Nations unies en mars 2023.

Ce changement de paradigme passe aussi par les discours. Repousser celui imposé, construit à l'extérieur de l'Indo-Pacifique, s'affranchir des récits australiens et néo-zélandais sur la « famille du Pacifique » ou les « bons voisins », aux relents paternalistes (8), cela marque la quête d'États insulaires conscients des menaces pesant sur eux. Des États par ailleurs réalistes quant aux immenses ressources économiques nécessaires pour y faire face, mais aussi légitimement en attente de reconnaissance et de justice. Des nations, surtout, qui n'acceptent pas d'être enrôlées dans une guerre qui n'est pas la leur. Le déploiement au sein du FIP de la stratégie pour un « Pacifique bleu » s'inscrit dans cette perspective. La dernière rencontre des dirigeants du Forum avait pour slogan : « Nos voix, nos choix, notre voie du Pacifique ».

GÉRALDINE GIRAUDEAU.

(3) Anastasia Kapetas, « China, climate and conflict in the Indo-Pacific », Australian Policy Institute, 2023, [www.aspi.org.au](http://www.aspi.org.au)

(4) Lowy Institute, « Pacific aid map », <https://pacificaidmap.loyyinstitute.org>. Cf. aussi Denghua Zhang, « Assessing China's climate change aid to the Pacific », Australian National University, 2020, <https://openresearch-repository.anu.edu.au>

(5) « Explanatory memorandum – Falepili Union between Tuvalu and Australia », ministère des affaires étrangères et du commerce australien, [www.dfat.gov.au](http://www.dfat.gov.au)

(6) « SPREP competes in the climate change "race against time" », Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme, 7 octobre 2015, [www.sprep.org](http://www.sprep.org)

(7) FIP, « Declaration on preserving maritime zones in the face of climate change-related sea-level rise », 6 août 2021.

(8) Élise Barandon, « De l'usage stratégique des récits en Océanie : quand famille et politique étrangère ne font plus bon ménage », 13 mars 2024, <https://leubicon.org>

## tourmente géopolitique

rait de vastes panaches de sédiments qui pourraient étouffer certaines espèces. Sans parler des répercussions de cette activité et de ce vacarme sur la vie aquatique.

« Notre approche est extrêmement prudente, tous les cadres légaux sont en place et nous sommes très stricts concernant le respect du principe de précaution, déclare un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. Cette ressource apportera beaucoup au pays, et nous voulons la récolter de manière responsable. Est-ce viable ? Les bénéfices seront-ils à la hauteur ? Il nous est impossible de répondre pour l'instant faute de données de terrain. Tout ce que nous savons, c'est que ces minéraux peuvent se révéler déterminants pour la transition vers une énergie propre, aussi bien chez nous que chez nos partenaires régionaux et internationaux. »

Mais qui supervisera les opérations ? Les trois compagnies minières autorisées à prospecter doivent rendre compte de leurs résultats au gouvernement. Étant donné les énormes investissements financiers qu'elles ont déjà consentis, on peine cependant à croire qu'elles se retireraient sans broncher si ce dernier décidait finalement de ne pas se lancer dans l'extraction.

L'exploitation minière des fonds marins creuse une ligne de fracture entre les États de la région. Les Kiribati, Nauru et les Tonga paraissent résolus à franchir le pas, tandis que les Tuvalu, les Palaos et le Vanuatu expriment encore de sérieux doutes. Mais qu'importe, les Américains arrivent, et ils apportent avec eux leur machine de guerre. Car, comme souvent, extraction et bellicisme occidental vont de pair.

Jusqu'en septembre 2023, les îles Cook ne pouvaient pas prétendre à certaines aides au développement américaines du fait de leur

association avec la Nouvelle-Zélande, pays à haut revenu. En reconnaissant leur souveraineté, les États-Unis les ont rendues éligibles à l'octroi de prêts dans le cadre de la loi Build (Better Utilization of Investments Leading to Development), adoptée en 2018. M. Marco Rubio, sénateur républicain de Floride, s'est immédiatement engouffré dans la brèche en réclamant des investissements massifs dans l'extraction des nodules polymétalliques. « Comme vous le savez, écrivait-il dès le 17 octobre au directeur de l'Agence américaine de financement pour le développement international, rares sont les gisements miniers stratégiques et les efforts de développement qui ne subissent pas l'influence malveillante et tyrannique de la République populaire de Chine. (...) Les fonds marins de la ZEE des îles Cook contiennent en très grande abondance des minéraux essentiels, dont des terres rares, pour lesquels la demande ne cesse de croître ; il est donc urgent de mettre en place des chaînes d'approvisionnement sûres et fiables afin de garantir la sécurité et la prospérité économiques de l'Amérique (1). »

### La ruée déshumanisée vers des machines d'apocalypse

De son côté, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) dit vouloir accomplir l'interopérabilité dans le Pacifique. Cette annonce s'inscrit dans le cadre du concept de domination tous azimuts défini lors du sommet de Madrid en 2022. Élargi pour la première fois aux pays amis (Australie, Japon, Nouvelle-Zélande et Corée du Sud), il a explicitement placé la Chine dans la ligne de mire de l'Alliance. « Comme la Russie, [la Chine] cherche à saper l'ordre international fondé sur des règles, avait déclaré en ouverture M. Jens Stolten-

berg, alors secrétaire général de l'OTAN. Nous devons donc rester unis (...) pour protéger nos valeurs ainsi que notre liberté tout en favorisant la paix et la prospérité. »

En 1986, après avoir servi pendant des décennies de terrains d'essais aux Britanniques, aux Français et aux Américains, les pays du Pacifique se sont engagés à devenir une zone exempte d'armes nucléaires en signant le traité de Rarotonga. Aujourd'hui, certains craignent sa remise en cause du fait de la marche inexorable de Washington vers un conflit avec Pékin. Il est vrai que les vastes mouvements de lutte contre la guerre et les armements atomiques – mêlés à une défense des droits des peuples autochtones – ont beaucoup perdu de leur puissance. Les Américains, qui n'ont jamais ratifié le traité de Rarotonga, souhaitent à l'évidence faire de la région une composante de leur dispositif nucléaire. Les États du Pacifique parviendront-ils à s'unir pour contrer ces menées, comme ils l'ont fait face aux essais nucléaires ?

« La Chine est pour nous un partenaire capital, tout comme le sont les États-Unis, nous explique notre interlocuteur au ministère des affaires étrangères des îles Cook. Nous avons établi des relations diplomatiques avec Washington en septembre dernier et cela fait de nombreuses années que nous en entretenons avec la Chine. En ce qui nous concerne, il n'y a aucun dilemme. »

Pourtant, il paraît clair que les îles Cook ont choisi le camp américain – contrairement par exemple aux îles Salomon, qui ont signé l'année dernière un accord sécuritaire avec Pékin, au risque de s'attirer les représailles de Washington. Début février, M. Brown a appelé à former un partenariat trilatéral de défense et de sécurité avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie (2). En 2021, cette dernière s'est alliée aux États-Unis en s'engageant à travers le pacte Aukus (pour

Australia, United Kingdom and United States) à déboursier 368 milliards de dollars américains au total pour acquérir leurs sous-marins nucléaires – rompant du même coup un contrat de livraison préalablement signé avec la France.

Si l'équipe précédente, dirigée par les travailistes Jacinda Ardern puis Chris Hipkins, avait su se montrer accommodante, le nouveau gouvernement néo-zélandais (droite) envisage, lui, d'adhérer au second pilier de l'alliance Aukus, centré sur la recherche et développement – autrement dit, sur la guerre automatisée : drones, robots tueurs, « intelligence en essaim », etc.

« L'objectif fondamental d'Aukus [pour les États-Unis] est d'étendre la dissuasion nucléaire en associant l'Australie à leur stratégie qui consiste à endiguer la Chine et à installer des bases nucléaires américaines [en Asie-Pacifique] afin de sous-traiter le risque, analyse Marco de Jong, historien du Pacifique à l'université technologique d'Auckland. Le second pilier vise à développer des technologies qui permettront de remporter la prochaine course aux armements. Cette ruée déshumanisée vers les machines d'apocalypse de nouvelle génération fait froid dans le dos. »

Le Pacifique est ainsi chaque jour un peu plus enrôlé dans l'architecture sécuritaire des États-Unis, et surtout un peu plus vital pour leur projet déjà ancien de dominer le monde grâce à leur capacité nucléaire de première frappe.

GLEN JOHNSON.  
(Traduit de l'anglais par Élise Roy.)

(1) Lettre du 17 octobre 2023, [www.rubio.senate.gov](http://www.rubio.senate.gov)

(2) « Cook Islands and Australia celebrate 30 years partnership – Cook Islands call for trilateral defence and security arrangement », ministère des affaires étrangères et de l'immigration des îles Cook, 1<sup>er</sup> février 2024, <https://mfai.gov.kc>

# Aux marges de l'Europe,

*Les nouvelles routes de la soie passent par l'Albanie, le Monténégro, jusqu'en Slovénie. Mais c'est avec Belgrade que Pékin a noué les liens les plus étroits, sur la base d'une amitié née en 1999, sous les bombes américaines qui détruisaient l'ambassade chinoise de l'ex-capitale yougoslave. Aujourd'hui, cette relation privilégiée contribue au dynamisme de l'économie serbe, sans toujours emporter l'adhésion de la population.*

PAR JEAN-ARNAULT DÉRENS  
ET LAURENT GESLIN \*

TROIS femmes sont de garde, dans une cabane dressée sur le bas-côté de la route qui passe au milieu du village de Krivelj, au cœur du bassin minier de Bor, dans l'est de la Serbie. Un brasero réchauffe l'air encore frais de ce début de printemps et un câble électrique a été tiré pour brancher une télévision. Un voisin apporte de chez lui des tasses de café turc et lance l'alerte : « Une voiture ! Sortez, ce sont des frères chinois ! », ainsi désignés ironiquement alors que le gouvernement de Belgrade aime à mettre en valeur l'amitié du « frère » Xi Jinping. Aussitôt, les trois femmes bloquent le passage, contraignant le véhicule des « frères chinois » à faire demi-tour.

Ces scènes se répètent plusieurs fois par jour depuis le 29 janvier, quand les habitants ont dressé un barrage filtrant, surmonté de l'écriteau « Vous n'êtes pas les bienvenus ». Les excavations des mines de cuivre à ciel ouvert cernent Krivelj. La disparition du village est programmée depuis les années 1970. Héritier de la Compagnie française des mines de Bor, créée en 1904, le Bassin minier et fonderies de Bor (RTB Bor) appartenait à l'État serbe jusqu'à ce que, en 2018, il cède 63% de son capital au géant chinois Zijin Mining Group.

Les Chinois promettaient alors de reprendre les 200 millions de dollars de dette de l'entreprise publique, de

\* Journalistes. Auteurs de l'ouvrage *Les Balkans, carrefour sous influences. En 100 questions*, Tallandier, Paris, 2023.

conserver cinq mille emplois et d'investir 1 milliard d'euros en six ans. Depuis, l'exploitation progresse à un rythme soutenu, des pans entiers de montagne sont broyés par les explosifs. « On trouve de l'or et du cuivre dans notre région depuis l'Antiquité », explique M<sup>me</sup> Jasna Tomić, qui dirige le conseil des riverains de Krivelj. « Depuis l'arrivée des Chinois, la vie est devenue impossible pour les quarante-quatre familles encore présentes. L'air est irrespirable et les murs se fissurent. Zijin veut construire un barrage pour produire sa propre électricité. En janvier, un semi-remorque passait chaque minute dans le village. »

En bloquant la seule voie d'accès aux puits de Novo Cerovo, les villageois ont réussi à suspendre durant deux semaines

l'exploitation du cuivre, avant que Zijin ne fasse passer ses véhicules par une piste dans la montagne. Les travaux du barrage, eux, n'ont pas repris. Le chantier abandonné est ouvert à tous les vents, à trois cents mètres du centre de Krivelj. Sur les carcasses de bâtiments à moitié détruits, des panneaux lancent des messages de mise en garde en chinois et, dans une mauvaise traduction, en serbe : « La sécurité vient de l'éveil, le malheur est paralysé ». « Voilà ce que donne la rencontre de la propagande communiste avec Google Traduction », commente en souriant l'ancien mineur qui nous sert de guide. M<sup>me</sup> Tomić assure n'avoir trouvé « aucun interlocuteur sérieux » auprès de la compagnie chinoise ni des autorités serbes. Interrogé par courriel, le ministère des mines et de l'énergie assure pourtant que « la planification du déplacement et de la relocalisation du village de Krivelj est engagée depuis 2014, conformément aux normes internationales les plus élevées », et que « les deux tiers des habitants » ont donné leur accord, point que ne contestent nullement M<sup>me</sup> Tomić et ses camarades du barrage. L'enjeu n'est pas seulement financier : il s'agit d'avoir l'assurance que d'autres projets miniers ne menaceront pas l'emplacement de leurs nouvelles maisons. Selon les habitants de Krivelj, douze villages situés autour de la ville de Bor seraient condamnés, mais impossible de vérifier ces informations, les plans de développement de Zijin Bor Copper et de Serbia Zijin Mining, les deux filiales serbes de Zijin Mining Group, n'étant pas publics.

## Convergences sino-serbes

ÉLUE au Parlement de Serbie en décembre 2023, au titre de la coalition d'opposition « Serbie contre la violence », M<sup>me</sup> Irena Živković déplore « l'opacité » des projets chinois. « Le Parlement a approuvé la cession de RTB Bor, mais la version de l'accord publiée beaucoup plus tard sur le site du ministère est incomplète. Au conseil municipal de Bor, où j'ai longtemps siégé, nous n'avons eu que des bribes d'information », explique-t-elle. La dépu-

tée dénonce une logique extractiviste, « comme au Congo ». Selon elle, « la Serbie compte sur les investissements des sociétés chinoises plutôt que sur des fonds européens, car il y a moins de contrôles ». Le groupe Zijin, qui indique avoir investi un total de 2,89 milliards d'euros en Serbie, se félicite de « la stabilité sociale du pays », de « sa position géographique », de « sa main-d'œuvre abondante et bien formée » et du « bon climat des affaires » (1).

Il est vrai que les Chinois ont toutes les raisons de se réjouir de leur partenariat avec Belgrade. Entre 2014 et 2023, leurs investissements auraient atteint 5,5 milliards d'euros (2) dans le pays, et les entreprises qui s'installent bénéficient du soutien sans faille des autorités. « Les décisions concernant la Chine se prennent dans le bureau du président [Aleksandar] Vučić », confirme M<sup>me</sup> Hristina Vojvodić, juriste au sein du Renewables and Environmental Regulatory Institute (RERI) qui se bat pour faire appliquer la législation serbe en matière d'environnement, notamment la loi sur la recherche minière et géologique. « Les Chinois ne se préoccupent pas de respecter de quelconques normes environnementales, ils creusent et demandent ensuite des permis, qu'on leur accorde, naturellement. Ils sont arrivés sur un sol fertile pour la corruption et ne font que suivre les règles que l'État serbe a lui-même mises en place. »

Dans les faubourgs de Smederevo, ultime capitale du despotat serbe avant la conquête ottomane du xv<sup>e</sup> siècle, sur les bords du Danube, il y a bien longtemps que les fumées de l'aciérie empoisonnent les villages environnants. Fondé en 1921, nationalisé en 1945, le complexe industriel avait été racheté en 2003 par l'américain US Steel, avant que celui-ci ne le rétrocède à l'État serbe en 2012 pour 1 dollar symbolique. En 2016, en prenant en charge près de 500 millions d'euros de dette, Belgrade a finalement revendu 98% de ses parts au groupe chinois HBIS – deuxième producteur d'acier au monde – pour la modique somme de 46 millions d'euros (3).

« Les Américains avaient un peu modernisé la technologie, installé quelques filtres, mais depuis l'arrivée des Chinois, rien n'a été fait, et l'Inspection pour la protection de l'environnement ne peut pas pénétrer dans l'usine », regrette M. Nikola Krstić, animateur d'une association citoyenne qui dénonce la pollution engendrée par l'aciérie. Au pied des imposantes cheminées du complexe, dans le village de Radinac, les maisons et les champs sont recouverts d'une épaisse pellicule de poussière rouge : il suffit d'étendre le linge quelques minutes pour qu'il soit souillé. Plusieurs familles ont porté plainte, mais beaucoup préfèrent se taire, car l'usine reste le principal employeur de la région. Des centaines de personnes avaient aussi tenté de bloquer le port fluvial en 2020, cédé en bail emphytéotique à l'entreprise chinoise.

Les manifestations des habitants de Smederevo ont peu de chances de porter leurs fruits : en 2020, le Parlement serbe a voté une loi concernant les procédures spéciales, qui donne le pouvoir au gouvernement de déclarer « urgent » un projet d'infrastructure, en contournant les règles des marchés publics et en protégeant les investisseurs des enquêtes. Le gouvernement a également dispensé les entreprises chinoises d'appliquer le droit du travail serbe. Le nombre d'employés chinois présents dans le pays alimente toutes les spéculations. Dans la seule région de Bor, ils étaient officiellement neuf mille en 2022, et la rumeur prétend qu'ils seraient aujourd'hui bien plus nombreux, certains étant conduits directement du tarmac de l'aéroport de Belgrade à leur futur lieu de travail, sans être soumis aux formalités d'immigration. Près des puits de mine de Bor comme aux abords de l'aciérie de Smederevo, ils logent dans des préfabriqués auxquels l'accès est interdit.

En 2021, le fabricant de pneumatiques Shandong Linglong Tire Co. avait fait venir cinq cents Vietnamiens pour construire une usine à Zrenjanin, dans le nord de la Serbie. Recrutés par l'entreprise China Energy Engineering Group Tianjin Electric Power Construction Co., privés de leur passeport, mal nourris, ils subissaient un quasi-esclavage. Le 30 janvier 2024, ce sont des travailleurs indiens de la même entreprise qui ont porté plainte auprès de la justice serbe, par le biais de l'organisation non gouvernementale (ONG) Astra, qui lutte contre la traite des êtres humains (4). Selon les témoignages recueillis, « seize personnes étaient logées dans une seule pièce », en sus de salaires



REUTERS / MARKO DJURICA

non payés et de conditions de travail très difficiles. Pour les trois premiers mois de l'année 2022, les exportations vers la Chine des trois plus grandes entreprises chinoises de Serbie – Zijin Bor Copper, Serbia Zijin Mining et HBIS – ont dépassé les 721 millions d'euros, soit 11,6% du total des exportations serbes.

Rien ne prédisposait pourtant la Chine à investir en Serbie ni dans les Balkans, malgré les relations particulières nouées par Pékin avec l'Albanie d'Enver Hodja, après la rupture de celle-ci avec l'Union soviétique en 1961. « Au contraire, rappelle le chercheur Vuk Vuksanović, du Belgrade Centre for Security Policy (BCSP), Mao considérait Tito comme un révisionniste et la Chine n'a pas adhéré au mouvement des non-alignés. » Avant même que l'essor économique chinois et le basculement des entreprises du pays dans une situation de surinvestissement ne les contraignent à cibler de nouveaux marchés (5), ce sont les frappes de l'OTAN qui ont changé la donne : dans la nuit du 7 au 8 mai 1999, cinq bombes américaines ont touché l'ambassade de Chine à Belgrade, tuant au moins trois personnes. M. George Tenet, alors directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), prétendit qu'il s'agissait d'une « erreur » – théorie battue en brèche par des éléments tendant à prouver que les États-Unis auraient ciblé un centre de transmission yougoslave situé dans l'enceinte de l'ambassade.

L'onde de choc diplomatique de ce bombardement se propage encore, malgré les excuses et les dédommagements fournis par Washington, qui avaient permis un rapprochement sino-américain et contribué à l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. Depuis l'indépendance proclamée par le Kosovo le 17 février 2008, Pékin est devenu un soutien indéfectible de la Serbie au Conseil de sécurité des Nations unies, d'autant que l'attachement à l'intégrité territoriale des États est un mantra partagé par les deux pays, contrairement à la Russie, qui a montré bien moins de respect pour les frontières internationales, tant en Géorgie, dont elle a reconnu en

(1) Réponse anonyme de l'entreprise à nos questions posées par courriel.  
(2) « La Serbie se félicite de ses liens économiques avec la Chine avant une possible visite de Xi Jinping », 10 avril 2024, www.euractiv.fr  
(3) Mijat Lakićević, « Serbie : les noes chinoises des aciéries de Smederevo », 9 mai 2016, www.courrierdesbalkans.fr  
(4) « Serbie : une entreprise chinoise de nouveau accusée de "traite d'êtres humains" », 7 février 2024, www.courrierdesbalkans.fr  
(5) Lire Renaud Lambert, « Ce que veut la Chine », *Le Monde diplomatique*, mars 2024.



40 CARTES POUR COMPRENDRE  
LE CONFLIT ISRAËL-PALESTINE

Un hors-série du « Monde »  
116 pages - 12,50 €  
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique



DANS L'ESCARCELLE DE PÉKIN

# la Chine grignote les Balkans



MARKO DJURICA. – Un employé devant l'usine de traitement de cuivre exploitée par la société Zijin Mining, Krivelj, Serbie, 2024

en eaux profondes de Bar a également bien failli tomber dans l'escarcelle chinoise en juillet 2021, mais le Monténégro a pu trouver, in extremis, un crédit relais auprès de deux banques européennes et de deux banques américaines, lui permettant de rembourser la première tranche de la dette contractée pour la construction de l'autoroute. Ces vicissitudes n'ont pas empêché le nouveau gouvernement monténégrin de signer un accord le 29 mars 2023 avec le Shandong International Economic & Technical Cooperation Group pour la construction d'un autre tronçon autoroutier, le long du littoral.

Longtemps, Bruxelles n'a que mollement réagi à cette avancée stratégique de Pékin dans la région, affectant de n'y voir que des enjeux économiques sans conséquences politiques. Par contre, « dans le cadre de la confrontation entre Washington et Pékin, les États d'Europe du Sud-Est ont été sommés de choisir leur camp », observe M<sup>me</sup> Krstinovska. Les investissements chinois se sont donc raréfiés dans les pays membres de l'Alliance atlantique et se concentrent en Bosnie-Herzégovine et en Serbie.

En Bosnie-Herzégovine, la Chine a traditionnellement privilégié la Republika Srpska, l'entité serbe de ce pays toujours divisé, en conflit ouvert avec les autorités centrales de Sarajevo et en constante recherche de liquidités. Dès 2016, un prêt de 350 millions d'euros de la China Development Bank permettait la construction d'une centrale thermique au charbon dans la commune de Stanari. Ce sont également des entreprises chinoises qui construisent des barrages sur la Neretva, au coût environnemental très élevé. L'intérêt de la Chine pour le secteur énergétique bosnien n'est pas pour autant limité par des frontières ethno-politiques : un consortium de sociétés chinoises est en train d'élever un parc éolien dans le canton de Livno, dont les autorités locales, dominées par les nationalistes de l'Union démocratique croate de Bosnie-Herzégovine (HDZ-BiH), sont accusées d'avoir cédé des terres au détriment de leurs propriétaires légaux. En 2015, M. Dragan Čović, le puissant chef du HDZ-BiH, alors membre de la présidence collégiale du pays, s'était rendu à Pékin pour rencontrer le président Xi. Le professeur Asim Mujkić, de l'université de Sarajevo, estime que la Chine privilégie toujours des contextes politiques marqués par la prédominance de dirigeants autoritaires, peu soumis à des obligations de transparence (10).

La présence chinoise dans les Balkans a connu un coup d'accélérateur avec la pandémie de Covid-19. Le 15 mars 2020, l'Union européenne prenait l'initiative, politiquement fort malencontreuse, d'interdire toute exportation de matériel paramédical, y compris vers les pays candidats à l'intégration. Dès le 21 mars, un avion chinois atterrissait sur le tarmac de l'aéroport de Belgrade, fermé au trafic civil. À son bord, des médecins, ainsi qu'un stock de masques et de gants chirurgicaux. Les murs de la Serbie confinée se sont alors couverts de grands panneaux proclamant « Merci, frère Xi ! ». La guerre en Ukraine a accéléré la convergence diplomatique sino-serbe, alors que l'ancien bâtiment de l'ambassade bombardée en 1999 abrite désormais un immense centre culturel chinois, dont la première pierre a été posée par M. Xi lors de sa visite en Serbie de 2016. Pendant son dernier voyage en Europe, début mai 2024, après la France et avant la Hongrie, le président chinois s'est à nouveau rendu en Serbie pour affirmer l'importance de ce partenariat stratégique.

2008 les entités séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, qu'en Ukraine.

À partir du milieu des années 2000, la Chine a commencé à s'intéresser aux pays d'Europe centrale et orientale, imaginant une possible « voie de pénétration » vers les marchés du cœur de l'Union européenne. En 2012, Pékin lançait l'initiative 17+1, réunissant dix-sept pays d'Europe centrale et orientale lors d'un premier sommet à Varsovie. Aux côtés d'États déjà intégrés à l'Union figuraient les pays candidats des Balkans, sauf le Kosovo, non reconnu par la Chine – la Lituanie a depuis quitté ce cadre de coopération. L'année suivante, Pékin annonçait à Astana, au Kazakhstan, ses nouvelles routes de la soie, projet initialement baptisé One Belt, One Road (OBOR, « Une ceinture, une route »), avant de devenir en 2017 Belt and Road Initiative (BRI, « Initiative ceinture et route »), qui inclut une centaine de pays sur tous les continents.

## Opacité des contrats

EN 2009, M. Tadić entreprenait un voyage officiel en Chine, le premier d'un président serbe, et le pont Mihajlo-Pupin, ou « pont de l'Amitié », devint le symbole de cette nouvelle dynamique. Cet ouvrage d'art de 1 507 mètres, second pont près de Belgrade sur le Danube, relie les municipalités de Borča et de Zemun. « Pour les entreprises chinoises, obtenir des contrats dans les Balkans revient à accumuler des références, qui leur servent à remporter d'autres appels d'offres, notamment dans l'Union européenne. Après celui de Belgrade, la China Road and Bridge Corporation (CRBC) a construit le pont de Pelješac, en Croatie », éclaire M. Vuksanović. Le « pont de l'Amitié » avait été financé par la Banque d'import-export de Chine (Exim), car dans la région, le pays n'investit jamais à fonds perdu mais prête de l'argent pour financer des travaux réalisés par ses propres entreprises. Ce modèle s'est appliqué à la construction d'un segment de l'autoroute Bar-Boljare, qui doit relier le nord du Monténégro à la côte adriatique sur 160 kilomètres (7).

Ouvert à la circulation à l'été 2022, le tronçon de 41 kilomètres réalisé par la CRBC a été financé par un prêt de 944 millions de dollars contracté auprès d'Exim. Remboursable en euros, celui-ci grève les finances de Podgorica, l'avance chinoise représentant 20 % de la dette extérieure du Monténégro. Outre les lourds dommages environnementaux causés par le chantier qui a ravagé la vallée de la Tara, les militants de la société civile

Alors que l'Europe du Sud-Est était encore fortement marquée par les conséquences de la crise économique de 2007-2008, la Chine a fait figure de sauveur inespéré. « Ce sont souvent les pays des Balkans qui ont fait des pieds et des mains pour obtenir des investissements chinois », rappelle M<sup>me</sup> Ana Krstinovska, du think tank macédonien Estima. En effet, les politiques néolibérales mises en place par les pays de la région au début du siècle n'avaient pas permis d'attirer les investissements étrangers, notamment européens. Élu chef de l'État en 2008 sur un programme pro-européen, le démocrate Boris Tadić ne tarda pas à réviser la stratégie diplomatique de la Serbie, en la faisant reposer sur « quatre piliers » : l'Union européenne, les États-Unis, la Chine et la Russie, tandis que Belgrade déployait un activisme inédit dans toutes les enceintes multilatérales pour contrer l'indépendance proclamée par le Kosovo – depuis l'Union africaine jusqu'au mouvement des non-alignés, sorti pour l'occasion de sa torpeur (6).

dénoncent l'opacité des contrats signés par l'ancien gouvernement du Parti démocratique des socialistes (DPS) de M. Milo Đukanović, chassé du pouvoir en 2020. « Sur les 20 millions d'euros dépensés par kilomètre, quelle est la part de la corruption ? », s'interroge M. Dejan Milovac, de l'ONG MANS (8). En tout, quelque 32 milliards de dollars auraient été investis par Pékin dans les Balkans de 2013 à fin 2023, soit plus de la moitié du total des investissements chinois en Europe, selon le Digital Forensic Center de Podgorica.

« La crise qui a ravagé la Grèce a favorisé l'essor de la Chine dans les Balkans, puis elle a encore étendu sa toile dans la région, en s'engageant essentiellement dans la construction d'infrastructures », explique M<sup>me</sup> Krstinovska. En 2008, la China Ocean Shipping Company (Cosco) prit la gestion de deux terminaux du port de Pirée. En 2016, sommé d'accepter le « plan de sauvetage » européen et de vendre les actifs stratégiques du pays, le gouvernement de gauche de M. Alexis Tsipras acheva de céder aux Chinois la majorité du capital du port (9).

La Chine aspire en effet à jouer un rôle majeur dans le transport maritime en Méditerranée. En 2017, elle a pris un intérêt dans le port de Durrës, en Albanie, tandis que celui de Koper, en Slovénie, tout au nord de l'Adriatique, porte d'entrée vers les marchés autrichien, allemand et hongrois, est associé aux nouvelles routes de la soie. Le port

De fait, les « quatre piliers » de la diplomatie serbe ne sont plus tous de la même importance, reconnaît M. Aleksandar Mitić, de l'Institut pour la politique internationale et l'économie, un centre de recherche proche du gouvernement. « Même si la Serbie n'a pas pris de sanctions contre la Russie, les relations avec Moscou sont devenues beaucoup plus difficiles, les échanges plus rares. Les liens se sont également distendus avec Bruxelles, qui humilie la Serbie depuis deux décennies et accorde en quelques mois le statut de candidat à l'Ukraine. » Les deux autres « piliers » sont donc devenus prédominants. « Deux voix comptent à Belgrade, celles de la Chine et des États-Unis », reconnaît M. Vuksanović, même si ce positionnement oblige la Serbie à une gymnastique parfois complexe. Très présent dans les médias serbes, l'ambassadeur américain à Belgrade n'est autre depuis 2021 que M. Christopher Hill, engagé dans les négociations des accords de paix de Dayton de 1995 et associé à l'échec de celles qui précédèrent les bombardements de 1999.

Belgrade ne suit pas toujours les recommandations américaines. Le 4 septembre 2020, le président Donald Trump avait convoqué à la Maison Blanche M. Vučić et M. Avdullah Hoti, alors premier ministre du Kosovo. Les deux hommes avaient signé un accord mort-né de « normalisation des relations », dont deux clauses n'ont pas manqué de surprendre : alors que le Kosovo et Israël procédaient à une reconnaissance bilatérale, Belgrade et Pristina s'engageaient à transférer leur ambassade à Jérusalem, mais aussi à suspendre toute coopération avec l'entreprise Huawei. À ce jour, l'ambassade serbe n'a pas déménagé de Tel-Aviv – ce qui n'empêche pas Belgrade d'avoir démultiplié ses ventes d'armes à Israël depuis octobre 2023. Dix jours seulement après la signature de l'accord de Washington, le géant chinois des télécoms inaugurerait à Belgrade un centre pour l'innovation et le développement numérique. Huawei aurait testé dans la capitale serbe des caméras de reconnaissance faciale, mais, assure M. Filip Milošević, de la fondation SHARE de défense des droits humains et des libertés en ligne, le projet serait pour l'heure stoppé.

« La guerre en Ukraine aura des effets sur le long terme, qui échappent aux visions trop simplistes. L'opinion publique serbe préfère la Chine à la Russie. Pékin a réussi à imposer son discours sur une nouvelle gouvernance mondiale basée sur le respect de l'intégrité territoriale des

États », explique M. Stefan Vladislavlj, analyste auprès de la fondation Belgrade Fund for Political Experience (BFPE). La convergence entre Belgrade et Pékin ne passe pas seulement par des votes de soutien dans les différents institutions internationales. Elle prend aussi une direction opérationnelle. M. Mitić reconnaît que les deux pays « unissent leurs efforts » pour contrer les reconnaissances internationales du Kosovo et de Taïwan, laissant entendre que Pékin aurait même ouvert sa bourse pour convaincre certains États du Pacifique de retirer leur reconnaissance du Kosovo, comme récemment Nauru. En août 2023, des spéculations ont été relancées concernant une éventuelle adhésion de la Serbie au groupe des Brics+ (11). « Cette option n'a jamais été défendue par le gouvernement », assure M. Mitić, mais la rumeur, bien entretenue, avait sûrement valeur de test et de défi lancé aux partenaires occidentaux de la Serbie.

Ces considérations géopolitiques semblent bien éloignées de Majdanpek, une petite ville coincée entre le Danube et le bassin minier de Bor. Ici, les excavations débutent derrière la clôture de la gare routière et les sirènes annonçant des explosions résonnent toutes les demi-heures. « La montagne est en train de s'effondrer et des blocs de roches tombent sur certains quartiers », se lamente M. Vladimir Božić, membre du collectif de citoyens Ne dam Nu dau (« Je ne donne pas »). L'homme a fait un mois de prison, condamné pour « incitation à la haine raciale » envers des travailleurs chinois, après avoir organisé un campement de protestation contre le développement incontrôlé des mines. « Il faut que nous sachions où commencent et où s'arrêtent les terres qui doivent être exploitées par les Chinois, et si nous devons faire nos bagages pour évacuer la ville. »

JEAN-ARNAULT DÉRENS  
ET LAURENT GESLIN.

(6) Lire Jean-Arnauld Dérens, « Prodiges et vertiges de la diplomatie serbe », *Le Monde diplomatique*, septembre 2010.

(7) Lire Philippe Descamps et Ana Otasevic, « Clientélisme et vertiges identitaires au Monténégro », *Le Monde diplomatique*, février 2021.

(8) « Down the same road into a larger debt. Second report on the construction of Bar, Boljare Highway », MANS, Podgorica, avril 2019.

(9) Lire Pierre Rimbert, « Modèle social chinois au Pirée », *Le Monde diplomatique*, février 2013.

(10) Predrag Zvijerac, « Kineske vjetrovače u BiH vjetar u leđa korupciji u srcu Balkana », Radio Slobodna Evropa, 22 mars 2024.

(11) Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie et Iran.

INSTITUT POLYTECHNIQUE DE PARIS

EXECUTIVE MASTER  
Technologie • Innovation • Leadership

VOUS ÊTES CADRE DIRIGEANT ?  
Rejoignez l'Executive Master de l'École polytechnique et vivez une expérience unique au coeur de l'innovation tout en continuant de travailler

Découvrez notre formation

polytechnique.edu/executive-master



QUAND LA PRIVATISATION DU DOMAINE PUBLIC EMPÊCHE L'ACCÈS AU LITTORAL

# Californie, la guerre des plages n'aura plus lieu

*Nager, surfer, flâner, bronzer : dans l'État américain le plus riche, le droit à la plage fait l'objet de nombreux litiges. Devant les tribunaux, de grandes fortunes opposent leurs privilèges de propriétaires à des administrations qui, elles, envisagent le rivage comme un bien commun. Mais le recul du trait de côte s'accélère, et le problème se pose de moins en moins en termes contentieux.*

PAR ISABELLE BRUNO  
ET GRÉGORY SALLE \*

DE tout repos, la vie de milliardaire ? En mai dernier, l'investisseur en capital-risque Vinod Khosla reçoit le président Joseph Biden pour abonder sa campagne électorale ; le même jour, la Cour supérieure du comté de San Mateo (Californie) le déboute de sa demande de rejet d'une action en justice intentée contre lui en 2020 par la State Lands Commission (SLC) et la California Coastal Commission (CCC). L'objet du litige a pour nom Martin's Beach, une plage enclavée, en contrebas de la fameuse Highway 1, entre San Francisco et Santa Cruz. Son accès ne saurait être entravé par un propriétaire privé, quand bien même celui-ci possède les terres attenantes, soutiennent les deux agences étatiques qui avancent un argument historique autant que juridique : depuis près d'un siècle, les citoyens auraient acquis un droit de passage par l'usage. La procédure suit son cours ; c'est la sixième à opposer cette figure de la Silicon Valley aux défenseurs d'un accès public à la plage. L'affaire a éclaté lorsque les nouveaux propriétaires de Martin's Beach (36 hectares acquis en 2008 pour plus de 33 millions de dollars), d'abord anonymes derrière plusieurs sociétés-écrans, ont fermé la seule voie d'accès au rivage. Cette décision – en pratique, le simple verrouillage d'une barrière aisément contournable sans véhicule – a suscité une vive opposition aux échelles locale et fédérale. Les plaintes se succèdent depuis quinze ans. M. Khosla a lui-même ouvert les hostilités en attaquant la CCC et le comté, qui l'avaient rappelé à l'ordre en lui enjoignant de demander un permis pour la clôture.

La bataille politique et judiciaire se poursuit jusqu'à aujourd'hui en raison de l'ampleur du capital économique et social dont dispose M. Khosla, réputé proche de l'ancien président Barack

Obama et donateur régulier du Parti démocrate. En 2015, le magazine *Forbes* estimait sa fortune à 1,6 milliard de dollars ; elle a franchi en 2023 le seuil des 6 milliards à la faveur d'investissements lucratifs dans les technologies « vertes » et l'intelligence artificielle. Ayant endossé bon gré mal gré le rôle du méchant, il a toute latitude pour se montrer intransigent dans sa défense d'un principe : le droit d'exclure inhérent à la propriété privée.

Au-delà de l'opposition entre droits d'accès et d'exclusion, l'affaire Martin's Beach fonctionne comme un miroir grossissant du creusement des inégalités socio-économiques dans le Golden State. Connue de tous les protagonistes impliqués dans l'aménagement côtier, elle met à l'épreuve la politique littorale californienne instituée depuis un demi-siècle, soit depuis les mobilisations sociales ayant abouti à la promulgation du California Coastal Act en 1976, dix ans avant la loi française dite « littoral ». La singularité de l'affaire ne tient cependant pas qu'à son déroulement. Car la Californie est l'État dans lequel les litiges engendrés par l'accaparement des plages par de grandes fortunes se révèlent les plus aigus ou du moins les plus visibles. Depuis vingt ans, plusieurs personnalités se sont retrouvées au centre de disputes ayant toutes pour enjeu l'accès du public à un rivage censé lui appartenir « sous la ligne moyenne des hautes eaux », soit la limite du domaine public.

## Éviction des classes populaires

LA plus connue reste sans doute celle impliquant l'homme d'affaires David Geffen. Ce riche et célèbre producteur, qui occupait en 2002 la 87<sup>e</sup> place sur la liste des personnalités les plus fortunées de la planète établie par *Forbes*, refusait alors d'accorder un droit de passage vers Carbon Beach, contrairement à l'accord de principe qu'il avait passé deux décennies plus tôt en échange de l'octroi d'un permis de construire. Avec le soutien de la municipalité de Malibu, soucieuse de préserver une enclave luxueuse où près d'un ménage sur quatre affiche un revenu annuel de plus de 200 000 dollars, il intenta un procès à la puissance publique et à Access for All. Cette association militait pour le respect des dispositions légales prévoyant un chemin d'accès public au rivage tous les 300 mètres dans une zone qui n'en comptait aucun sur une étendue de 5 kilomètres. Sa plainte ayant été rejetée à trois reprises, M. Geffen abandonna les poursuites en 2005, avant de vendre sa propriété en 2017 pour 85 millions de dollars, un record dans la région de Los Angeles.

Après quarante ans de litige, Escondido Beach est, elle, à nouveau accessible à tous. En 2023, la SLC et la CCC ont obtenu de deux propriétaires

\* Respectivement maîtresse de conférences en sciences politiques à l'université de Lille et chercheur en sciences sociales au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

comme dans les représentations. Le Golden State compte des plages à la renommée mondiale, abondamment mises en scène dans la production culturelle, au point de servir de stéréotype à tout un mode de vie. Or ce cliché masque des inégalités persistantes, y compris sur le sable.

Une étude quantitative de grande ampleur sur les entraves à l'accès public aux rivages californiens a établi en 2017 la permanence de divisions sociales, en fonction du lieu de résidence (les habitants des comtés littoraux sont logiquement les plus assidus), de la taille du ménage (avoir des enfants augmente les coûts) et de l'âge (les visiteurs les plus fréquents sont ceux âgés de moins de 40 ans et plus largement les parents d'enfants mineurs)(2). Mais elle met aussi au jour une éviction partielle des classes populaires « non blanches » au profit des classes moyennes et supérieures « blanches », contre le mythe d'une fréquentation égalitaire. Les personnes déclarant appartenir à la tranche de revenus inférieure à 20 000 dollars par an sont ainsi celles qui, d'une part, déclarent le plus que l'accès au rivage est un sujet « très important » (62 % contre une moyenne de 57 %) mais, d'autre part, y vont le moins : 67 % disent s'y rendre au moins une fois par an, contre 86 % des personnes de la tranche supérieure à 100 000 dollars et une moyenne de 77 %. La population noire est aussi sous-représentée : 33 % des Afro-Amé-

Observatoire des inégalités, la Californie l'est tout autant en ce qui concerne le dérèglement climatique, particulièrement sur la frange littorale. Elle est l'un des lieux du monde où la documentation de la compression côtière est la plus aboutie. Car depuis les années 1970, non sans tensions, le Golden State se veut un modèle sur les deux plans : celui de l'accès public aux plages et celui de la protection environnementale du littoral.

La construction de logements abordables ou de places de parking en bord de mer – commandée par une politique de l'accès – paraît difficilement compatible avec un respect des équilibres écologiques qui implique, lui, de renoncer à de telles constructions et même d'engager un « repli stratégique », une expression qui fâche, à l'instar d'autres périphrases et euphémismes, telle la « relocalisation résiliente ».

## Montée des eaux

ON étudie parfois ces tensions. Si M. Khosla est une figure de la « green tech », les avocats du milliardaire n'ont par exemple jamais joué la carte écologique dans l'affaire Martin's Beach. Cette plage apparaît pourtant dans le classement des zones à risques de l'Institut d'études géologiques des États-Unis depuis la fin du siècle dernier. De même, l'étude de 2017 faisait l'impasse sur les défis environnementaux. À la différence de la Floride ou du New Jersey, la Californie compte certes parmi les « bons élèves » de la gestion côtière(4), mais les données disponibles restent préoccupantes. Des modélisations récentes projettent qu'en l'absence de mesures appropriées une montée des eaux comprise entre 0,5 et 3 mètres provoquerait la submersion de 24 % à 75 % des plages californiennes d'ici à 2100(5). Pour chaque pied (environ 30 centimètres) d'élévation du niveau marin, calcule une autre étude sur la base de données géos-

bord de mer et les relouent à leurs habitants jusqu'à leur destruction. Dans un contexte de crise du logement, cette proposition avancée pour financer le recul des villes côtières a été perçue comme un mécanisme injuste de compensation venant renflouer les propriétaires des villas luxueuses qui jalonnent la côte. Alors qu'elle a été votée par la législature, le gouverneur Gavin Newsom y a mis son veto par deux fois, en raison du coût du dispositif, de ses effets sur le marché de la location immobilière et de sa charge polémique.

Certains propriétaires fortunés n'ignorent pas la mutation en cours et s'organisent localement, au point d'épouser en apparence les vues des écologistes auxquelles ils s'opposaient jusque-là. À Broad Beach (Malibu), ils ont ainsi changé de stratégie. Naguère, ils ne juraient que par la propriété privée et repoussaient toute intervention étatique, pour mieux



JIM DENEVAN. – « Single Line Spiral » (Spirale à ligne unique), plage de Tunitas Creek, Californie, 2011

ricains vont à la plage moins d'une fois par an contre 23 % en moyenne de la population sans distinction.

On estime par ailleurs que plus de 200 000 hectares de terres publiques sont rendus inaccessibles par des propriétaires privés(3). La défense de l'accès public contre l'accaparement privatif des espaces naturels à des fins résidentielles ou commerciales semble ainsi prioritaire. Il en est de même de l'égal accès, comme le revendiquait dès le milieu des années 2000, au nom de la justice environnementale, The City Project, une association fondée par un avocat spécialisé dans les droits civiques et basée à Los Angeles. L'attachement de la population californienne aux plages relève d'ailleurs de l'évidence. Le 1<sup>er</sup> mai 2020, en pleine épidémie de Covid-19, plusieurs milliers de manifestants ont défilé pour revendiquer un droit fondamental selon eux bafoué : l'ouverture de « leurs » plages (*Open our beaches !*).

Seulement voilà : ces conflits ne se déroulent pas toutes choses environnementales égales par ailleurs. La nouvelle donne écologique bouscule la question sociale.

Confrontée aux échecs répétés et coûteux des ouvrages de « défense contre la mer » (enrochements, digues et autres techniques de rétention ou de réapprovisionnement du sable), une politique en faveur des « solutions fondées sur la nature » consiste non plus à « lutter contre » mais à « vivre avec ». Elle fait valoir la capacité des écosystèmes littoraux à « absorber » les effets du changement climatique (tempêtes, inondations) à condition de laisser le trait de côte se déplacer, les dunes se reconstituer et les plages migrer librement. Mais cette politique suscite de vives résistances de la part des propriétaires, des élus locaux et d'associations dénonçant l'attribution d'argent public aux plus riches. En 2021, une proposition de loi envisageait la mise en place au niveau de l'État d'un fonds de prêts renouvelables destinés aux collectivités locales concernées afin qu'elles rachètent les résidences vulnérables en

empiéter sur l'espace public. Dorénavant, ils réclament l'aide de la puissance publique et en appellent volontiers à l'intérêt général ou au bien commun, au nom de la défense de l'existence même de la plage(7). Car c'est toute la valeur de leur bien immobilier qui en dépend.

(1) Tanya de Sousa *et al.*, « The 2022 Annual Homelessness Assessment Report (AHAR) to Congress », US Department of Housing and Urban Development, 31 janvier 2023.

(2) Jon Christensen et Philip King, « Access for All : A new generation's challenges on the California coast », Institute of the Environment and Sustainability (UCLA), 25 janvier 2017, [www.ioes.ucla.edu](http://www.ioes.ucla.edu)

(3) Soumya Karlamangla, « More than 500,000 acres of public land in California are inaccessible to the public », *The New York Times*, 1<sup>er</sup> février 2023.

(4) « State of the Beach Report », 2023, [www.surfrider.org](http://www.surfrider.org). Lire aussi Laura Raim, « En Floride, les riches n'auront pas les pieds dans l'eau », *Le Monde diplomatique*, mai 2020.

(5) Sean Vitousek *et al.*, « A model integrating satellite-derived shoreline observations for predicting fine-scale shoreline response to waves and sea-level rise across large coastal regions », *JGR Earth Surface*, vol. 128, n° 7, Washington, DC, 2023.

(6) Kiki Patsch et Dan Reineman, « Sea level rise impacts on coastal access », *Shore & Beach*, vol. 92, n° 2, Beaufort, 2024.

(7) Kara Schlichting, « The narrowing of Broad Beach : Coastal change and public beaches in Malibu, California », *Pacific Historical Review*, vol. 92, n° 2, Oakland, 2023.

# Dans un boudoir vermeil

**C**ONTEXTE : *L'heure est grave. Au sein de la République médiocratique de la Frzangzwe, la révolte gronde. Le Grand Chambardement est annoncé. Dans le palais présidentiel, l'archimarchal Herbert Robert, président-directeur général de la nation, ne peut dormir. Son principal conseiller, Gabriel Pipaudi, a été kidnappé, ainsi que sa propre fille de 16 ans. Quant à sa femme, l'archimarchère, cela fait bien longtemps qu'elle a renié son mariage autant que sa maternité et qu'elle se tient cloîtrée dans son boudoir à compter les perles d'ivoire de son chapelet. C'est la nuit. Que fait le chef de l'État ?*

Il erre. Marche sans but dans les couloirs déserts. Les gens dorment. Les autres gens, les vrais, ceux de peu. Ses talons cliquent sur le parquet. C'est le bruit des aiguilles sur le cadran, tic, tac, plic, ploc, les secondes qui gouttent, la fuite du temps, il passe, il est passé – mais où ? La solitude est vaste et profonde. On s'y perd. Maman est morte. Papa aussi. Et ma chère grand-mamie. Tous ceux qui m'avaient à l'œil. Oh ! Pauvre riche. Comme le temps, ils sont partis, tous, ils m'ont laissé. Va ! Va ! Va seul à présent. Oh ! Infortuné Crépus. Misérable pèlerin. Prends ton spectre à la main et avance, dans les ténèbres enfonce-toi ! Mais l'enfant a peur... Il est des heures sombres où le président a un cœur comme les autres gens. Il est humain, après tout. C'est ce qu'on te dira. On te dira qu'il a une âme et une conscience. Il a sa part de souffrance. Tout comme toi. On te dira qu'il te ressemble. Lui en son palais, toi en ton taudis, vous êtes égaux. Vous êtes frères. C'est ce que te dira l'avocat du diable. Le prince opulent n'est qu'un pauvre hère cheminant solitaire sous les boiseries et les dorures. Oh ! Mendiant cousu d'or.

Alors qu'il passe devant la porte close du Salon des consuls, une vision s'impose. C'est ici qu'a eu lieu la cérémonie de majoration de sa fille. Il la revoit. Si belle en sa robe de mousseline blanche. Et si femme déjà. Seigneur Dieu, sa fille a eu 16 ans ! La dernière fois, elle rampait vers lui à quatre pattes dans ses langes ; il n'avait pas voulu la prendre dans ses bras tant elle sentait mauvais. Que s'est-il passé entre-temps ? Tandis qu'elle poussait et mûrissait, que faisait-il de plus pressant, intéressant, précieux, nécessaire, que d'être à ses côtés et la regarder ? Aneth, mon enfant. Mon Anoushka ! C'est fou comme tout à coup elle lui manque, cette nuit, seize années d'absence à rattraper, à combler, cette nuit est particulièrement close, particulièrement glaciale et dépeuplée sans elle. Il tend la main pour caresser son visage, mais rien, du vide, un mirage au bout de ses doigts. Il en pleurerait. Pitoyable pénitent, reprends ton spectre et avance. Car désormais tu sais ce qu'il te reste à faire.

Il s'engage dans l'escalier, les semelles de ses bottines s'enfoncent dans le tapis moelleux qui recouvre les degrés et, graduellement, le président s'élève tandis qu'au même instant, à 450 kilomètres de là, dans la petite bourgade de Rsheexo-ssr-Onxeehr, un homme du nom de Sylvain Evrard, agriculteur, traverse la cour de sa ferme pour se rendre dans la grange, foulant de ses bottes en caoutchouc un mélange de boue et de paille. On te dira qu'il est son frère lui aussi. De même valeur. M. Robert et M. Evrard, Herbert et Sylvain, sont libres et égaux en droit, n'hésiterait pas à rappeler l'avocat. La plaidoirie est bien rodée. La main présidentielle glisse sur la rampe en plomb doré. Deux volées de marches et il reprend pied sur le plancher et le temps reprend son cours, tic, tac, flic, floc, font les bottes dans la gadoue à quatre cents et quelques bornes d'ici. Au bout d'un long couloir, il fait halte devant une porte. Boudoir vermeil. Tout président qu'il est, tout Père de la Patrie et Constable Incontestable, il n'ose entrer sans frapper. Il toque. Patient. Rien. Il s'apprête à frapper de nouveau, mais voici que le panneau s'ouvre, s'entrebâille, à l'instant même où l'autre, là-bas, pousse le lourd vantail en bois qui protège l'entrée de la grange. Une naine paraît dans l'embrasement. Ah non, pardon : à mieux y regarder, la femme est juste extrêmement vieille et ratatinée. Il la considère, met un bon moment à reconnaître sa trogne et à y associer un nom – un simple prénom, en fait, car il n'a jamais su son patronyme ni jamais cherché à le savoir. « Assomption ! », s'exclame-t-il. Bon sang ! Il la croyait morte depuis longtemps. Quel âge ça peut lui faire ? Au moins 120 ou 130. Increvable, la sale bête. Elle ne le salue pas, ne lui sourit pas, pas amène pour un sou, elle le darde d'un œil noir cataracté, puis elle grince : « Qu'est-ce que vous voulez ? » Elle ne l'a jamais aimé, ça ne date pas d'aujourd'hui. « Je dois voir votre maîtresse », dit-il. Tout Père des Pairs, tout PDG de la nation, il a l'air de demander la permission à ce rataillon de harpie. « C'est urgent. Je dois absolument m'entretenir avec elle. » La gnomide le toise encore un instant puis lentement, à contrecœur, s'efface. Il pénètre dans le boudoir alors que son alter ego s'enfonce dans la grange à la lueur d'une antique lampe à huile qu'il porte à bout de bras. Il n'y a plus de courant, l'électricité a été coupée

**C'est un polar. Un roman social. Un récit d'anticipation. C'est une fable, une farce, une fantaisie. Un cauchemar burlesque. Ce qu'écrit Marcus Malte n'entre pas dans des cases. Il a le lexique en liberté, le rythme précis, l'imagination branchée sur la réalité, et vice-versa. En témoigne cet extrait inédit de son roman, politique et onirique, « Aux marges du palais ».**

PAR MARCUS MALTE \*



VICTOR HUGO. – « Le dernier bouffon songeant au dernier roi », vers 1882

la semaine dernière. Il a dû faire cuire tout ce qui restait dans le congélateur pour ne pas que ce soit perdu. Il y avait du lièvre, un cuissot de chevreuil. Il a fait des bœufs et les a laissés en évidence sur la table de la cuisine. Pour qui ? Les gendarmes ? Les huissiers ? Onze ans qu'il n'a pas mis les pieds ici. La dernière fois fut un désastre, une vaine et affreuse tentative de réconciliation. Il s'était juré de ne plus jamais revenir, mais les promesses on sait ce que c'est. La preuve.

**L**ES deux suivent le chemin lumineux dessiné par les appliques en bronze et en albâtre. Piste tamisée. Jadis, le bâtiment a abrité jusqu'à douze vaches, et des porcs, selon les époques, c'était juste pour leur usage personnel, ils n'ont jamais été éleveurs, ils font dans la céréale. Blé, millet, orge. Cent dix hectares le siècle dernier, un dixième de ça à l'heure actuelle. La peau de chagrin, oui, quoi d'autre ? Qu'est-ce qui reste ? Aussi cette grosse bestiole de Massey Ferguson. Il devine sa silhouette dans l'ombre. Il la sent. Le désespoir à une vague odeur de fioul. S'appelle-t-elle réellement Assomption ou est-ce sa maîtresse qui l'a rebaptisée ainsi ? Elle ouvre la marche à petits pas, ployant sous le fardeau de ses propres os, puis fait soudain halte devant la causeuse. « Madame, vous avez une visite », annonce-t-elle. Sa voix est beaucoup plus affable lorsqu'elle s'adresse à elle. Elle a vu naître l'archimarchère et depuis elle la sert : forcément ça crée des liens. Onze années pour sa part qu'il n'a pas posé les yeux sur elle. À quoi aurait-il dû s'attendre ? Elle n'a pas changé. Peut-être est-elle un peu plus pâle. Mais elle a toujours été laiteuse. Blafarde, disent certains. Comme elle est belle, ne peut-il s'empêcher de penser. Quand elle est morte, il s'est senti coupable. Cancer du sang et pesticides : forcément ça crée des liens. On a eu beau lui soutenir que les produits phytosanitaires qu'il utilise n'étaient pas nécessairement à l'origine de sa maladie, le doute subsiste. L'ai-je tuée ? Avec elle à ses côtés, il aurait pu tenir. Pour elle. Peut-être. Pas sûr. Heureusement la gamine, elle, est tirée d'affaire. Une dernière chance, une ultime tentative : au moins il aura essayé. Si tu reviens, j'annule tout. « Madame, dit-il, je viens vous trouver cette nuit dans un esprit de paix et de concorde. » Ça lui fait bizarre ce « Madame », mais il ne peut pas lui dire « Mon amour », « Ma chère », il n'ose pas, le voudrait-il seulement ? « J'aimerais, dit-il, que nous mettions de côté nos divergences, car je viens vous parler de ce que nous avons en commun. Ce qui nous rassemble et nous ressemble : notre enfant. » Ce n'est plus une gamine en réalité. Elle a marié un type des assurances, Joël, un bon gars, ils habitent en ville et c'est bien. C'est très bien. Elle n'a jamais trop aimé le gibier, lapin, chevreuil, sanglier, c'est pas son truc,

la viande en général, ce n'est sûrement pas elle qui récupérera les bœufs. « Notre fille, Anne-Sophie-Catherine-Élisabeth, court un grand danger. Je ne sais pas si vous en avez eu vent, mais elle a été enlevée par des barbares. »

Tandis qu'il parle, il aperçoit son reflet dans le miroir trumeau sur la cheminée, n'est-ce pas là un homme admirable, un modèle d'altruisme et d'abnégation ? Comment la sainte femme pourrait-elle ne pas y être sensible ? Elle ne l'a pas chassé. Elle l'écoute, le regarde, fait machinalement défiler les perles de son chapelet entre ses doigts. La moissonneuse-batteuse est restée dehors. Trop large pour la dépendance. Dans le temps, ils n'avaient que des chevaux et des bœufs pour tirer la charrue, aujourd'hui, on a ces monstres d'acier, titans, énorme productivité, énorme rendement. La différence, c'est qu'avant on pouvait toujours bouffer le cheval ou le bœuf en cas de coup dur, mais maintenant qu'est-ce qu'on aurait à se mettre sous la dent ? Cette machine qui dort derrière le bâtiment est équipée d'un système de localisation par satellite, rends-toi compte. C'est vrai qu'il était fier quand il l'a achetée. Elle est presque neuve, pas beaucoup servi, quatre années de sécheresse et une épidémie dans la foulée, 85 % de la récolte fichus, autant de revenus en moins, c'est trop, la machine est pas finie d'être payée et elle le sera jamais. C'est par elle qu'ils vont commencer, saisie et mise aux enchères, une belle bête, Claas, peuvent en tirer un bon prix, mais ça ne suffira pas. La date, ça date, la ferme est déjà hypothéquée. Tout va y passer, l'exploitation entière, terres et murs, la ferme de son cœur, la ferme que son ancêtre métayer avait récupérée à l'issue de la Révolution première, qu'il avait arrachée aux griffes de la noblesse, et voilà : retour à l'envoyeur. Re-redistribution des richesses. Les biens aux nantis, les dettes aux anéantis. Seigneurs et serfs, tous frères et sœurs, n'oublions pas, « tous égaux », dira l'avocat. La peau et le chagrin et les yeux pour pleurer, quoi d'autre ? « J'ai peur, dit-il. Je tremble. Je crains pour sa vie. Dieu sait de quoi ces sauvages sont capables ! Et je suis certain qu'au fond de vous, vous n'êtes pas insensible non plus au sort de notre progéniture. Aussi ai-je pensé, Madame, que vous pourriez lui venir en aide.

Il n'y a rien de tel que la voix d'une mère pour attirer les cœurs les plus endurcis. J'ai pensé que vous pourriez vous adresser à ses ravisseurs. Leur lancer un appel afin de leur faire entendre raison, d'implorer leur pitié, enfin tenter tout ce qui peut l'être pour qu'ils acceptent de libérer notre enfant. Vous seule, peut-être, pouvez encore la sauver ! » Il sait ce qu'il fait.

Il sait pourquoi il est là ce soir. Il lève la lampe et les yeux vers le grenier en mezzanine, à 4 mètres au-dessus du sol. Naguère formidable terrain de jeux pour lui et ses cousins. Il se souvient. C'était leur cabane, leur refuge, leur arène de combat, les mousquetaires aux épées de bois, intrépides et téméraires, après avoir ferrailé contre les méchants ils s'élançaient de là-haut, tous ensemble, tous pour un, ils se jetaient dans le vide et atterrisaient dans un épais matelas de paille. Cascadeurs de cinéma. Ils n'avaient peur de rien. Ils ne croyaient pas aux créances. Comme quoi il y eut des jours heureux.

« J'en appelle, Madame, à la bonté de votre âme. Je m'en remets à votre foi chrétienne, à votre charité, votre compassion. Je vous conjure ce soir de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour arracher aux démons le fruit béni de vos entrailles. Madame, je vous en supplie ! » Et il le fait ! Tout chef de l'État qu'il est, le voilà qui s'agenouille devant elle, n'est-ce pas un homme admirable, dont le reflet disparaît brusquement du miroir, et qui, à genoux, implore tandis qu'au même instant son prochain, son semblable grimpe les barreaux de l'échelle, comme lorsqu'il était gamin, le poids et les ans en plus, les cousins en moins, et la joie, la joie s'en est allée, et puis s'assoit au bord de la mezzanine et regarde en bas. Comme elle est belle, pense-t-il. Comme son air est bienveillant. Et doux son sourire. Et comme sa voix est paisible et harmonieuse quand elle lui répond : « Vous devez faire erreur, Monsieur, je n'ai pas d'enfant. »

Elle n'a même pas pris une minute de réflexion. Et toujours cet angélique sourire que rien n'efface, qui restera sur les tableaux, dans les chapelles et les églises. Lady Madone. Pure vestale. Malheur ! Parjure ! Infamie ! Le coup est rude. Il ferme les yeux, vacille. Et puis saute. Quoi d'autre ? Il se lance dans le vide et pendant un très court instant il vole, libre. Mais la légèreté n'est plus ce qu'elle était, il n'y a plus ni paille ni foin pour amortir la chute, et seule la corde autour de son cou le retient – à 20 centimètres au-dessus du sol. Funeste lévitation. Sylvain Evrard était son nom. À 450 kilomètres de distance, son congénère, Herbert Robert, redresse la tête, il se relève et s'époussette et sans un mot sans un regard de plus se retire du boudoir. On ne l'y prendra plus. Comme dit le proverbe : nul homme ne se noie deux fois dans la même mare.

\* Écrivain, auteur de *Garçon* (prix Femina 2016, Zulma). *Aux marges du palais* paraîtra le 22 août chez Zulma.

## ANATOMIE D'UNE DÉCOMPOSITION POLITIQUE

## Hitler, les dessous d'une prise de pouvoir

Contrairement à une idée reçue, Adolf Hitler n'est pas arrivé au pouvoir par les urnes. Dans un contexte de crises parlementaires à répétition et de paniques morales orchestrées par une presse aux ordres d'un magnat d'extrême droite, ce fut le résultat d'intrigues menées par des industriels et des banquiers. Tous entendaient casser l'élan électoral de la gauche, et abattre l'État social.

PAR JOHANN CHAPOUTOT \*

L'ARRIVÉE des nazis au pouvoir, le 30 janvier 1933, est le traumatisme princeps de toute conscience démocratique. L'Allemagne était, en Occident, considérée comme un grand pays de culture, de science, de recherche et de technique, bardée de gloires musicales, littéraires et philosophiques, ainsi que de prix Nobel. Elle s'enorgueillissait également de la gauche la plus ancienne, la plus structurée et la plus puissante du monde, avec des syndicats sociaux-démocrates et communistes, ainsi que des partis qui avaient su imposer, par leur action – dans le cas du Parti social-démocrate (SPD) – ou par leur existence même – dans celui du Parti communiste (KPD) –, une démocratie sociale avancée en 1918-1919. Certes, la coalition de Weimar (SPD, Parti démocrate ou DDP, et centre catholique) qui avait voté la Constitution du 31 juillet 1919 avait accusé un recul aux élections de 1920, cédant la place à des majorités modérées, voire de droite, qui avaient œuvré à revenir sur les acquis démocratiques et sociaux ; certes, le président social-démocrate Friedrich Ebert, décédé en cours de mandat, avait été remplacé en 1925 par un fossile vivant de l'ancien régime, le Generalfeldmarschall Paul von Hindenburg, mais celui-ci avait, c'était la loi, juré fidélité à la Constitution, et s'y était tenu.

Le traité de Versailles, la mise au ban des nations et le niveau des réparations qu'il entraînait : malgré ces auspices internationaux défavorables, la république démocratique, libérale et parlementaire allemande avait su créer une culture démocratique viable – régularité des scrutins au niveau du Reich et des Länder, dialogue entre les partis. C'est, de fait, une coalition (droite-gauche) qui, avec le chancelier Gustav Stresemann (Parti populaire, ou DVP, droite), avait affronté, à l'automne 1923, l'occupation de la Ruhr, l'hyperinflation et la disparition de la monnaie allemande, ainsi que

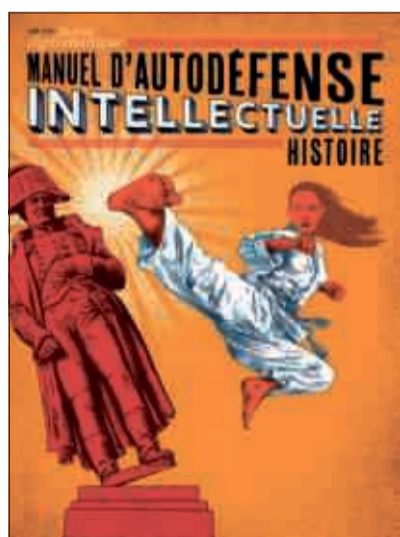
plusieurs insurrections (indépendantistes rhénans, tentatives de révolution bolchevique dans l'Est, putsch nazi en Bavière) ; c'est à nouveau une grande coalition qui, sous la direction du chancelier Hermann Müller (SPD), gouvernait l'Allemagne depuis le 28 juin 1928.

La crise économique, partie des États-Unis, frappe l'Allemagne à l'automne 1929 : sa violence fait exploser un gouvernement dont la droite prônait l'austérité budgétaire, la gauche, le renforcement de l'assurance-chômage. Aucune majorité ne paraissant se dégager au Parlement, un petit groupe de conseillers du président du Reich – militaires, grands propriétaires agrariens, industriels et financiers – opte pour une mutation de la pratique constitutionnelle, une sorte de coup d'État permanent enté sur l'autorité, le prestige et la simple figure de Hindenburg. La droite gouverne par des cabinets présidentiels. Elle ignore le plus souvent le Reichstag. L'article 48-2 de la Constitution de 1919 permet en effet au chef de l'État de prendre des mesures législatives par décret. Mais la méthode vide la démocratie de son contenu. Elle devoit une disposition prévue pour des situations de péril politique, sans conscience, par convenance, afin d'imposer une austérité budgétaire, violemment antisociale, de la baisse des prestations sociales à celle des salaires minimaux de branche – Ebert en avait fait un usage fréquent, contre les sécessionnistes, contre les bolcheviks et contre les nazis, entre 1919 et 1923. Le chancelier Heinrich Brüning mène cette politique de déflation pendant deux ans, de mars 1930 à mai 1932. Elle aggrave sans surprise la crise et suscite, dès l'automne 1931, de fortes réserves du patronat et de la banque, qui commencent à prôner une approche économique moins orthodoxe, une relance par l'offre – baisses d'impôts et subventions à l'industrie, mais pas à la population.

### Reconstituer l'armée

AUX yeux de l'entourage du président, Brüning a le tort de maintenir son cap austéritaire et, surtout, d'envisager une politique sociale adossée

\* Historien.

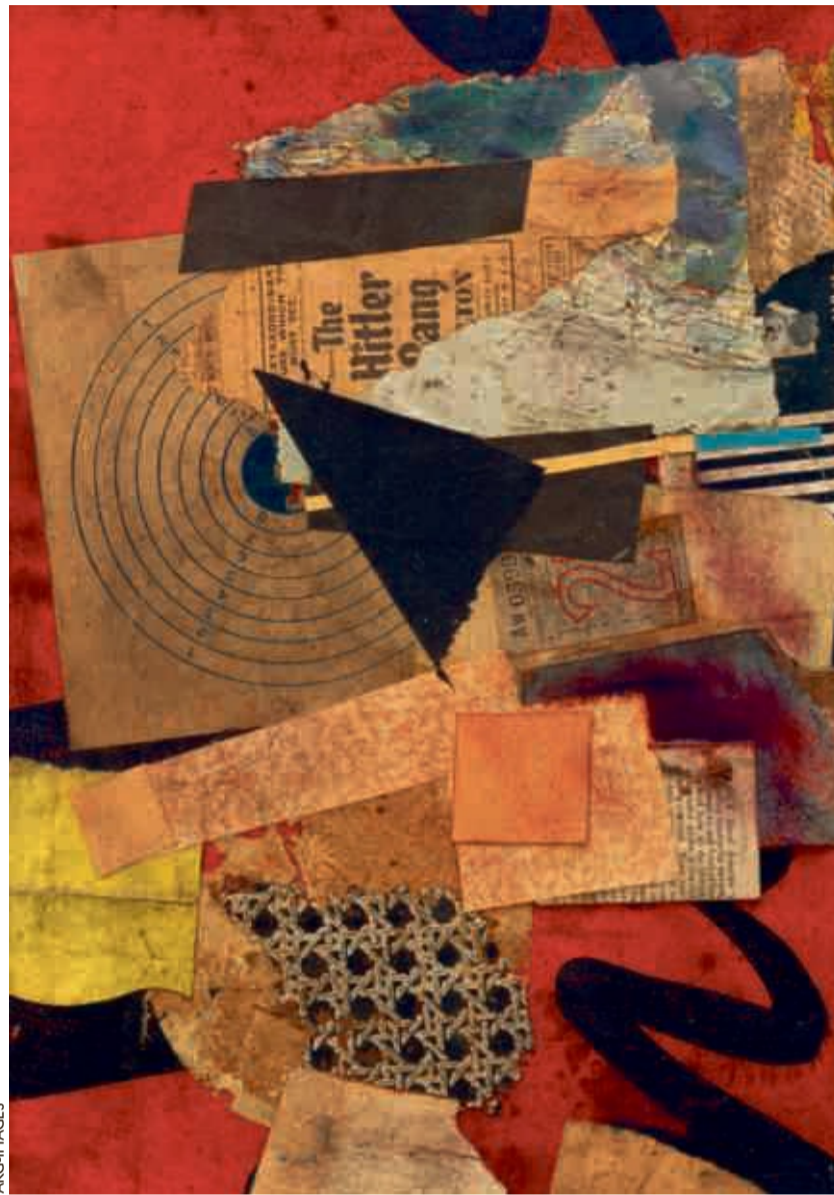


Des idées reçues pulvérisées

PARUTION LE 12 SEPTEMBRE

RÉSERVEZ NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE  
www.monde-diplomatique.fr/manuel

à une réforme agraire, avec un partage des terres non cultivées appartenant, dans l'est de l'Allemagne, aux grands latifundiaires. Or Hindenburg est l'un d'entre eux : le milieu des junkers – des nobles de Prusse orientale et des propriétaires terriens – constitue, avec l'armée, l'essentiel de sa sociabilité. S'ajoutent à cela des divergences tactiques à l'égard du Parti national-socialiste ouvrier allemand (NSDAP) : après avoir tenté de discuter avec les nazis, Brüning décide de les priver de leurs milices, en interdisant les sections d'assaut (SA) et les SS par un décret, en avril 1932. Ce n'est pas la ligne du général Kurt von Schleicher, un haut militaire influent dans l'entourage de Hindenburg, qui estime que la force de frappe militante et milicienne des nazis est indispensable pour lutter, dans la rue, contre les communistes. Il voit aussi dans les rangs des cogneurs bruns des « ressources humaines » de grande qualité pour peupler les rangs d'une armée allemande que l'état-major rêve de reconstituer – l'année 1932 signe la fin des réparations et laisse entrevoir un assouplissement du traité de Versailles, qui limite à cent mille le nombre d'hommes dans la Reichswehr. Des manœuvres d'arrière-cuisine (contacts secrets, discussions dans le dos du chancelier Brüning, campagne pour affaiblir le général Wilhelm Groener, ministre de la défense et de l'intérieur qui avait insisté pour inter-



KURT SCHWITTERS. – «The Hitler Gang», 1944

dire les milices nazies, établissement d'une liste de ministres prête à l'emploi) aboutissent au renvoi du cabinet Brüning et à la nomination d'un nouveau chancelier, Franz von Papen, ainsi que, dans un temps record, d'un nouveau gouvernement au début de juin 1932.

Papen est un quasi-inconnu en politique : il est membre du Zentrum (le « Centre »), a été député au Landtag de Prusse (le parlement du Land le plus important du Reich), mais a toujours été discret. Aristocrate, ancien militaire, homme d'affaires, c'est aussi une personne de réseaux qui fait partie du Herrenklub, un cercle d'influence de droite très sélectif qui rassemble patrons, hauts fonctionnaires et militaires. Il apparaît à Schleicher comme un homme de paille idéal (« Je ne veux pas une tête, mais un chapeau », disait le général à son propos) pour travailler au rapprochement avec les nazis. Papen s'exécute et autorise une nouvelle fois les SA et les SS, qui font un carnage à l'été 1932, où plus d'une centaine de militants, sympathisants de gauche, voire simples passants meurent sous leurs balles ou leurs coups, à telle enseigne que le chancelier est contraint de prendre un décret d'exception contre la violence politique le 9 août 1932 (peine de mort, sans appel, pour de tels faits). En matière économique et sociale, il a ses propres idées : il faut poursuivre la destruction de l'État social et mener désormais une politique de l'offre, par des crédits d'impôts et des subventions massives aux entreprises, ce qui est acté par l'ordonnance d'exception du 5 septembre 1932. Papen, avec son entourage – composé notamment de l'un des théoriciens de la « révolution conservatrice », Edgar Jung, et du professeur Carl Schmitt –, estime également qu'il faut en finir avec la démocratie parlementaire. À la suite de la dissolution du Reichstag en juin 1932, les élections du 31 juillet ont abouti à un recul supplémentaire de la droite et à une croissance spectaculaire du nombre de députés nazis, d'une centaine à 230. Le 12 septembre, le gouvernement de Papen est renversé par une motion de censure votée à une majorité écrasante, et le Parlement, à nouveau dissout.

Le scrutin suivant, le 6 novembre, conduit à un nouveau tassement de la droite libérale, mais aussi à un recul très significatif du NSDAP, qui perd

trente-six députés, au profit du Parti populaire national allemand (DNVP). Cette autre formation d'extrême droite est dirigée par une figure davantage louis-philipparde, moins charismatique et exotique qu'Adolf Hitler : Alfred Hugenberg est plus âgé et tout, dans son physique et son allure, signale le grand bourgeois philistin, alors que ses idées sont, depuis toujours, extrêmes – c'est un raciste, antisémite, ultranationaliste et pangermaniste virulent. Ancien président du directoire de Krupp, il a été avant 1914 un partisan de l'expansion territoriale de l'Allemagne à l'est et de la colonisation de la Pologne. Après la Grande Guerre, il est devenu un magnat des médias, en rachetant des dizaines de journaux, hebdomadaires et mensuels, mais aussi des entreprises de cinéma (Deulig, puis UFA), livrant des « actualités cinématographiques » toutes prêtes aux salles pour les premières parties de séances. Hugenberg est parvenu, en standardisant les contenus pour des raisons de coûts et de cohérence idéologique, à droitiser et à hystériser la population allemande, à grands coups de paniques

### Tenir les nazis en laisse

TROISIÈME possibilité : le général Kurt von Schleicher, nommé chancelier le 3 décembre, suggère de fracturer le parti nazi en proposant une politique sociale et nationaliste qui permettrait d'intégrer Gregor Strasser – le numéro deux du NSDAP, las de ne pas être ministre et inquiet de voir le parti reculer dans les urnes –, ainsi que des syndicalistes. Mais Schleicher reprend l'idée évoquée par Brüning de faire une réforme agraire contre le chômage, ce qui exaspère Hindenburg et son entourage. Papen décide alors d'intriguer contre Schleicher, avec le soutien des agrariens, ainsi que des industriels et des banquiers qui, dès le 19 novembre 1932, ont appelé publiquement le président à nommer Hitler chancelier. Une rencontre secrète est organisée chez le banquier Kurt von Schröder le 4 janvier 1933, qui fixe le principe d'un gouvernement de coalition des droites : Hitler doit être chancelier, Papen, vice-chancelier. Il mènera une politique « nationale » (contre les éléments « antinationaux ») et favorable aux intérêts privés : cela fait un an et

morales inventées : le « bolchevisme culturel » fourrier de l'homosexualité, de l'art contemporain, du féminisme et des égarements de la jeunesse, ou le « judéo-bolchevisme » assoiffé de pillage fiscal, de fin de la propriété et de destruction du christianisme... Il a « ultradroitisé » l'Allemagne et légitimé le parti nazi : prônant l'union des droites, il a, en 1929, associé le NSDAP à la campagne du plébiscite contre le plan Young de rééchelonnement des réparations, puis au front de Harzburg, une éphémère alliance politique qui a, en octobre 1931, montré que les nazis étaient assez fréquentables pour figurer, en tribune, aux côtés de dignes et sévères représentants de la banque, de l'industrie, de l'armée et de la droite traditionnelle.

En novembre 1932, la droite hésite concernant la meilleure stratégie pour préserver l'ordre social existant, refaire de l'Allemagne une puissance militaire et affronter ce qui constitue, à ses yeux, le pire des dangers : la progression de l'électorat communiste qui, contrairement à celui des nazis, en recul cet automne-là, se renforce de scrutin en scrutin.

Deux options ont déjà été identifiées en août, au lendemain d'élections législatives désastreuses pour le gouvernement Papen. La première consiste à associer les nazis à l'exercice du pouvoir exécutif, ce que Brüning avait déjà proposé au début de 1932 et ce que Papen avait de nouveau offert à Hitler. Problème : le NSDAP étant arrivé en tête des élections du 31 juillet au Reichstag comme de celles du 6 novembre, son chef exige d'être chancelier, ce que Hindenburg refuse, pour des raisons de principe (le NSDAP semble vouloir un cabinet composé de ministres nazis uniquement, alors que Hindenburg veut une coalition des droites), mais aussi parce qu'il éprouve une antipathie personnelle envers Hitler, trop autrichien pour ce Prussien, trop médiocre caporal pour un maréchal, trop baroque-catholique pour ce protestant austère. La seconde est une nouvelle dissolution du Reichstag (ce serait la troisième en moins de six mois !) et une convocation sine die de nouvelles élections – ce qui violerait l'article 25 de la Constitution, qui fixe un délai maximal de soixante jours pour le nouveau scrutin. Le gouvernement resterait en place et imposerait sa politique par décrets-lois. En cas de contestation trop vive (grèves, manifestations, insurrections), l'état d'exception serait proclamé et l'armée, chargée de rétablir l'ordre public. Mais celle-ci se dit, au début de décembre 1932, incapable de faire face à une opposition concomitante des communistes et des nazis s'il devait y avoir, de surcroît, une invasion étrangère.

Le 30 janvier 1933 à midi, le nouveau gouvernement prête serment devant Hindenburg, rassuré par les promesses de Papen, qui jure de tenir Hitler en laisse et qui lui a rappelé que des coalitions NSDAP-droite gouvernement déjà depuis 1930 dans trois Länder. Le 31 janvier, l'ordonnance de dissolution est signée : Hindenburg espère une majorité de « concentration nationale » et approuve l'idée que ces élections, fixées au 5 mars, soient les dernières. La démocratie de l'article 48-2 doit enfin laisser la voie libre à un régime autoritaire que la droite (libéraux autoritaires et nationalistes-conservateurs) et les nazis appellent de leurs vœux unanimes.



DAVID GOLDBLATT. – Femme ramassant des coquillages, de la série « Particularités », Afrique du Sud, 1975

colonie différait de celui dont il disposait dans son ancien pays. Un témoin de l'époque raconte avoir vu un Noir s'écarter pour lui céder le passage sur le quai tout en baissant les yeux : « *En Russie, personne n'aurait cédé le passage à un Juif*(3). »

Blancs parmi les Blancs, les Juifs profitèrent des zones rurales pour s'intégrer rapidement dans une société coloniale des Boers dont l'antisémitisme ne s'est aggravé que dans les années 1930. Bientôt circulèrent des histoires de succès : par exemple, dans le commerce des plumes d'autruche alors recherchées dans le monde entier pour la chapellerie féminine de luxe – on appelait les maisons de campagne des riches commerçants juifs des « palais plumes ».

Les vitrines du musée n'évoquent pas les conditions nécessaires à une telle réussite : les Juifs avaient le droit d'acquérir des terres (dans les cas les plus extrêmes, celles de propriétaires noirs auparavant expulsés), ils étaient libres de leurs déplacements et de souscrire des emprunts. Leur existence était légitime ; une légitimité de colons vivant au milieu d'une majorité de personnes privées de droits. Dans les villes, certes, il fallait composer avec l'antisémitisme. Aux yeux de Britanniques « snobs », ceux qu'on appelait les « Juifs de l'Est » semblaient « sales » et pas tout à fait civilisés. Leur yiddish sonnait douteux. Mais les immigrants eurent tôt fait de se débarrasser de leur langue comme d'un fardeau. Le yiddish disparut en l'espace d'une génération. Subir la discrimination, réelle ou redoutée, entraînait en balance avec l'acquisition de privilèges coloniaux.

## Un triangle magnétique

JUDÉOCIDE, sionisme, apartheid : si la collectivité des Juifs et des Juives sud-africains s'est formée dans ce triangle d'influences, chacune d'entre elles a marqué différemment chaque famille, chaque individu.

Steven Robins a proposé que nous nous rencontrions dans un café du Cap. Robins, dont les ancêtres portaient le nom de Robinski, est anthropologue, professeur à l'université. Un homme avenant, à l'allure juvénile. Son père a fui l'Allemagne nazie pour arriver au Cap en 1936. Seul le *Stuttgart* put encore accoster ensuite, avec 537 Juifs allemands à son bord, après quoi l'Afrique du Sud ferma impitoyablement ses portes aux réfugiés.

Robins a grandi avec sous les yeux une photographie encadrée, posée sur le buffet. Trois femmes dont on ne parlait jamais – la mère et les deux sœurs de son père que celui-ci n'avait pu aller chercher pour les sauver. Elles ont été assassinées à Auschwitz – d'autres membres de la famille le furent dans les forêts près de Riga. Robins a trouvé bien plus tard, alors qu'il était adulte depuis longtemps, les lettres pleines de suppliques, plus d'une centaine, que la famille avait envoyées en Afrique du Sud. De longues années de recherche lui ont permis de reconstituer l'histoire des Robinski et d'écrire le livre *Letters of Stone* (4) (« Lettres de pierre »). À Berlin, les membres de sa famille ont désormais des *Stolpersteine* à leur nom – des pavés plaqués de laiton en mémoire de victimes du nazisme – et leurs lettres sont retournées là où elles ont été écrites et sont désormais conservées dans les archives du Musée juif de Berlin.

Son père a-t-il gardé le silence par culpabilité ? « *Le silence est une chose complexe*, répond Robins. *Ce fut un coup terrible pour lui, il est tombé gravement*

*malade dans les années 1940.* » Arthur, un frère cadet de son père qui avait aussi réussi à fuir pour l'Afrique du Sud, est devenu un sioniste convaincu. Deux frères, deux manières de vivre avec le fardeau de ne pas avoir pu sauver les siens.

En travaillant à l'écriture de son livre, Robins a davantage pris conscience de sa propre judéité. Mais il ne met pas la souffrance juive à part et montre comment le racisme européen a entremêlé l'histoire du génocide des Juifs et celle de l'apartheid. Il partage cette manière de voir avec certaines figures de la scène artistique juive sud-africaine de renommée internationale, comme Candice Breitz, Steven Cohen et William Kentridge. Cette position historique et politique qui voit l'humanité comme indivisible les oppose tous au courant majoritaire du sionisme conservateur – tout particulièrement de nos jours. Avec Kentridge et plus de sept cents autres personnalités, Robins a signé une lettre ouverte dénonçant la guerre menée par Israël à Gaza. « *L'expérience de la persécution et du génocide est intimement liée à notre mémoire collective, y écrivait-il. Nous sommes donc appelés à empêcher qu'une telle chose se reproduise, où que ce soit et quelle que soit la personne concernée*(5). »

## FIDÈLES À UN RÉGIME OU SOLIDAIRES DES OPPRIMÉS

# L'Afrique du Sud, les Juifs et l'apartheid

*Trente ans après la fin de l'apartheid, la petite communauté juive d'Afrique du Sud est plus que jamais divisée. Une partie a profité du système raciste, l'autre a résisté. Deux leçons contradictoires de la Shoah s'opposent : celle d'un « plus jamais ça » universaliste, qui pousse les uns à soutenir Gaza, et celle de la singularité de la tragédie juive, qui inspire aux autres un sionisme conservateur.*

PAR CHARLOTTE WIEDEMANN \*

APRÈS avoir contemplé les murs gris d'une cellule de prison pendant vingt-deux ans, Denis Goldberg s'est entouré des couleurs de peintures africaines. Des tableaux qui célèbrent la vie, le plaisir et le désir, qu'on peut désormais voir dans la House of Hope (« Maison de l'espoir ») : ce bâtiment sobre et fonctionnel à la périphérie du Cap constitue le legs du plus célèbre Juif ayant combattu l'apartheid. Les enfants peuvent y peindre et y faire du théâtre. Dans le jardin où les cendres de Goldberg ont été dispersées, des oiseaux picorent. C'est un lieu paisible, qui n'a pourtant rien d'une idylle où le passé pourrait trouver le repos. Trois décennies après la fin de l'apartheid, la mer des toits des townships d'où viennent les enfants roule dans le paysage vallonné du Cap avec une désolation révoltante. Et les questions soulevées par l'héritage de Goldberg sont bien trop présentes, des questions sur ce qui rend une décision éthique, sur la valeur de la vie et sur les interprétations de ce que signifie l'existence juive.

Comme la plupart des Juifs ayant immigré en Afrique du Sud, les ancêtres de Goldberg étaient originaires de la Lituanie tsariste et fuyaient les pogroms et la misère. Un demi-siècle plus tard,

convaincu que chaque être humain mérite un respect égal, quelle que soit sa couleur de peau ou son origine, Goldberg a pris fait et cause pour le Congrès national africain (ANC) dont il a rejoint la branche armée. Condamné à plusieurs reprises à la prison à vie aux côtés de Nelson Mandela, il ne fut pas incarcéré à Robben Island, mais dans une prison pour Blancs à Pretoria. L'apartheid a appliqué la ségrégation même parmi ses ennemis mortels.

Sur une plaque de la Maison de l'espoir, on peut lire : « *He was a Mensch* » (« C'était un Mensch »), d'après l'expression yiddish désignant celui qui a fait preuve d'humanité en s'engageant pour les autres. Seule une petite minorité des 120 000 Juifs qui vivaient à l'époque en Afrique du Sud a choisi cette voie périlleuse. Parmi les Blancs de l'ANC, ils étaient largement surreprésentés, et cela constitue le bon côté de la médaille, tout aussi remarquable que son revers, à savoir que la majorité d'entre eux s'accommodaient de l'apartheid, s'abritaient derrière des lois raciales qui leur étaient favorables et évitaient le contact avec les combattants de la liberté issus de leurs propres rangs, dans la crainte constante que cela pourrait favoriser l'antisémitisme.

Ce n'est qu'en 1985, après trente-sept ans du régime d'apartheid, que les dirigeants de la communauté se décidèrent

à le condamner clairement. Comme l'a reconnu ultérieurement le grand rabbin Cyril Harris devant la Commission vérité et réconciliation : « *La communauté juive a profité de l'apartheid* (...). *Nous demandons pardon*(1). » Faire le choix d'une résistance désintéressée, payée au prix fort de l'emprisonnement, de l'exil, du bannissement, de la mort et de la mutilation sous les tirs de l'État raciste. Ou s'adapter, se faire complice. Des avocats juifs ont défendu des militants noirs ; juif aussi, le procureur général qui a condamné Mandela en faisant preuve d'un remarquable fanatisme.

L'historienne Shirli Gilbert, spécialiste de l'histoire des Juifs sud-africains, voit dans cette polarisation la tension entre deux interprétations de la Shoah au sein du judaïsme, avec, d'un côté, la singularité des victimes juives et, de l'autre, l'universalité de l'enseignement du « plus jamais ça ». La première lecture entretient le besoin de se protéger, la seconde est un moteur pour l'action(2).

Pour saisir cette situation – propre à l'Afrique du Sud mais dont on peut tirer des leçons générales –, il faut revenir à ses origines. Construite en 1863 en pierres de taille, la plus ancienne synagogue du pays sert aujourd'hui d'entrée au Musée juif sud-africain, au Cap. On y trouve des photographies montrant les miséreux débarquant sur le port, des hommes avec des casquettes plates et des vestes usées, des femmes avec des foulards portant des ballots de draps, la valise en carton fermée par une ficelle. Ils furent 70 000 à arriver au tournant du xx<sup>e</sup> siècle, émigrant depuis la frange ouest de l'empire tsariste, là où vivait alors la moitié de la population juive mondiale. Attirés par des récits d'argent facile à gagner dans les mines d'or et de diamants d'Afrique du Sud, plus d'un ont commencé comme colporteurs, se rendant dans des implantations isolées sur des charrettes à grandes roues tirées par des mules, vendant du savon, des boutons et de la vaisselle.

Pourtant, tout immigrant sans ressources sentait que son statut dans la

PHOTO : PHILIPPE MIGEAT - CENTRE POMPIDOU, MNAM-CCI, RMN-GRAND PALAIS

PHOTO : PHILIPPE MIGEAT - CENTRE POMPIDOU, MNAM-CCI, RMN-GRAND PALAIS



DAVID GOLDBLATT. – Femme à l'oreille percée, de la série « Particularités », Joubert Park, Johannesburg, 1975

\* Journaliste et écrivaine. Dernier ouvrage paru : *Den Schmerz der Anderen begreifen. Holocaust und Weltgedächtnis* [Comprendre la douleur des autres. Holocauste et mémoire mondiale], Propyläen, Berlin, 2022.

(1) South African Press Association, « Chief Rabbi supports SA wealth tax », Johannesburg, 18 novembre 1997.

(2) Shirli Gilbert, « Remembering the racial State : Holocaust memory in the post-apartheid South Africa », dans Jacob S. Eder, Philipp Gassert et Alan E. Steinweis (sous la dir. de), *Holocaust Memory in a Globalizing World*, Wallstein Verlag, Göttingen, 2017.

(3) Mitchel Joffe Hunter, « White skin, white masks : Ashkenazi Jews in Southern Africa », *The Funambulist*, n° 48, Paris, juillet-août 2023.

(4) Steven Robins, *Letters of Stone. From Nazi Germany to South Africa*, Penguin Random House South Africa, Le Cap, 2016.

(5) « Prominent figures among hundreds of concerned South African Jews calling for ceasefire in Gaza », 15 novembre 2023, www.dailymaverick.co.za



DAVID GOLDBLATT. – Homme sous une couverture devant un commerce, Hobeni, Transkei, de la série « Particularités », 1975

Des amis juifs, et même des parents, ont violemment critiqué Robins pour cela. À leurs yeux, il trahirait l'histoire de sa famille et celle de son propre livre, écrit dans la peine et la douleur. Robins rétorque : « *La Shoah nous apprend à considérer toutes les vies comme équivalentes. Sinon, à quoi servirait sa mémoire ?* »

Ce qui a lieu à Gaza, il le ressent comme une tragédie pour le judaïsme, une tache indélébile. « *Les Juifs auraient-ils mieux fait de continuer à vivre en diaspora ?* », se demande-t-il dans son for intérieur. « *Quel sens peut encore avoir mon livre, quel sens peut encore avoir la mémoire de la Shoah face à Gaza ?* »

L'apartheid a débuté en mai 1948, et c'est en mai 1948 également que fut fondé l'État d'Israël. S'il s'agit d'une coïncidence, ces deux événements restent consubstantiels à la fin de l'époque coloniale dans le monde, et il existe bel et bien un lien entre apartheid et sionisme – sans même qu'il faille évoquer la Cisjordanie.

En arrivant en Afrique du Sud, les immigrants avaient apporté d'Europe de l'Est deux idées fortes qui s'y faisaient concurrence. Le sionisme, d'une part, qui devint une sorte de religion civile laïque – la Fédération sioniste sud-africaine a été fondée en un seul jour après le congrès de Bâle organisé par Theodor Herzl en 1897. D'autre part, l'engagement radical des bundistes pour la justice ici et maintenant : l'Union générale des travailleurs juifs (Bund) était le parti socialiste des Juifs d'Europe de l'Est, lui aussi fondé en 1897, à Vilnius. Des partisans et des combattants des ghettos juifs qui allaient se soulever dans l'Europe occupée venaient de ce milieu. Ceux-là dont se souviendraient, en Afrique du Sud, les militants juifs dans leur combat pour la liberté de tous.

Le sionisme s'est en revanche renforcé sous l'apartheid : le système ethnocratique exigeait l'appartenance à une communauté. Pour des millions de Sud-Africains, cela signifiait l'assignation arbitraire à des castes de couleur de peau et des banoustantes. La majorité des Juifs appliqua toutefois un principe différent : plutôt que de se fondre dans la société, le repli sur soi. Aujourd'hui encore, la communauté, réduite à 60 000 membres par l'émigration, est étonnamment homogène, à 80 % d'origine lituanienne ; si peu de mélange en cent cinquante ans.

Beyachad, qui signifie « cohésion » en hébreu, est le nom du centre de la communauté à Johannesburg, isolé de la rue par un mur de sécurité. L'historien David Saks, familier de longue date des affaires de la communauté juive, a son bureau au premier étage, mais des grilles massives

en protègent les fenêtres – la lumière froide du néon, le charme d'une cellule de prison. Cette atmosphère correspond au résumé que Saks livre, en une phrase, du cours des choses : « *Nous regardons à nouveau vers l'intérieur.* »

Alors qu'en Europe et aux États-Unis la diaspora a été prise dans un processus de sécularisation, en Afrique du Sud, elle s'est davantage tournée vers la religion, est devenue plus orthodoxe. Et comme ceux qui vivent selon la Loi sont obligés de se rendre à pied à la synagogue pour célébrer le shabbat, les petites maisons de prière, parfois informelles, se multiplient. En dépit des prix pratiqués, la plupart des parents envoient leurs enfants dans l'une des écoles privées juives – le coût de la scolarité régule ainsi le nombre d'enfants qu'on souhaite avoir. Mieux vaut en avoir moins, mais avec une identité juive assurée.

Après la fin de l'apartheid, il y eut, selon Saks, un désir de s'ouvrir davantage à la société. Mais cela ne dura pas longtemps, notamment du fait de l'échec du processus de paix au Proche-Orient. L'opinion publique sud-africaine est ardemment propalestinienne. De nombreux Juifs la perçoivent comme antisémite. C'était déjà le cas avant le 7 octobre, et depuis les tensions n'ont fait que s'accroître. En raison des sympathies de certains membres de l'ANC pour le Hamas, des voix juives ont mis en garde contre l'organisation de rassemblements haineux et de pogroms, tandis que le gouvernement sud-africain accusait Israël de génocide devant la Cour internationale de justice (CIJ).

« *Les attaques contre les Juifs demeurent extrêmement rares, nuance Saks. Dans les pays dont les gouvernements sont favorables à Israël, il y a plus d'antisémitisme parce que les musulmans retournent leur frustration contre les Juifs. Ce n'est pas nécessaire ici.* » En Afrique du Sud, un migrant démuné du Zimbabwe reste plus vulnérable qu'un Juif – à cause de la violence xénophobe dans un cas, et parce que la communauté veille à ce qu'aucun de ses membres ne se retrouve à la rue dans l'autre –, même si, depuis peu, la pauvreté a augmenté. « *Avant, se souvient Saks non sans nostalgie, nous donnions plus d'argent à Israël que toutes les autres diasporas !* » Une collecte de fonds a débuté auprès des émigrants aisés.

Des écoles juives entretiennent des partenariats avec d'autres plus pauvres – notamment pour que les enfants de la communauté apprennent à fréquenter leurs camarades noirs sans se sentir supérieurs. Derrière ces engagements se trouve souvent un sentiment de culpabilité inconscient, estime la sociologue Deborah Posel ; il serait préférable d'admettre « *notre complicité* », comme elle le dit. Une étude montre à quel point les Juifs sud-africains sont divisés quant à leur rapport au passé : 38 % pensent que la communauté a trop accepté l'apartheid, un bloc légèrement plus important est d'un avis contraire, et 20 % préfèrent ne pas se prononcer (6).

Dans ce contexte, que signifie être juif dans un pays qui envisage Israël à travers le prisme de l'expérience traumatisante de l'apartheid ? La souffrance morale semble plus forte chez ceux qui ne veulent se définir ni comme sionistes ni comme antisionistes : dans la communauté, il n'y a pas de place pour leur ambivalence vis-à-vis d'Israël et, plus généralement, dans la société, il n'y a guère de compréhension à l'égard de l'idée de la nécessité d'un foyer du peuple juif (7). On peut interpréter comme une échappatoire radicale à ce dilemme que de jeunes Juifs de gauche se réclament du mouvement Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS), très populaire en Afrique du Sud. Cela leur permet de combler le fossé avec les camarades d'université noirs, et peut-être aussi de se débarrasser symboliquement d'un héritage mal aimé. Selon Steven Robins, il existe désormais un « moment 68 » juif qui voit la mise en accusation par les jeunes générations des parents et des grands-parents pour leur rôle dans l'apartheid et leur positionne-



DAVID GOLDBLATT. – Homme qui dort, Joubert Park, Johannesburg, de la série « Particularités », 1975

ment concernant Gaza. La souffrance des Palestiniens actualise et aggrave l'accusation d'une participation coupable.

Une pelouse sur le front de mer du Cap ; un « *Shabbat against genocide* » (« shabbat contre le génocide ») est organisé devant la sculpture métallique géante représentant une paire de lunettes de Mandela. Sur une table pliante, des bougies et des roses fraîchement coupées, des rouges et des blanches, des roses pour la Palestine. Un activiste portant une kippa aux couleurs de l'arc-en-ciel récite une prière, des personnels de santé musulmans lisent les noms de leurs collègues tués à Gaza.

Caitlin Le Roith, une jeune avocate blonde, tient sa rose avec précaution et solennité. Elle raconte qu'elle n'a com-

pris qu'à l'université tout ce que l'école juive Herzlia lui avait caché concernant Israël. « *Je me suis sentie trahie.* » Récemment, elle a rejoint les Juifs sud-africains pour une Palestine libre, dont l'antisionisme radical constitue à son sens la réponse à l'éducation reçue dans un établissement où l'on entonnait chaque matin l'hymne national israélien. Une fois, des élèves se sont agenouillés pendant cette cérémonie, comme les sportifs noirs américains qui protestent contre le racisme ; la fureur de la direction fut alors totale. Dans sa famille, explique Le Roith, presque personne ne comprend ce qu'elle défend. « *Nous vivons dans des mondes différents. Il est difficile de continuer à se parler.* »

Heidi Grunebaum, petite-fille de Juifs expulsés de la Hesse, a mis en lumière avec une acuité particulière ce triangle formé par l'apartheid, Israël et la Shoah. Elle l'a fait sans compromis, y compris vis-à-vis d'elle-même. Nous nous rencontrons à l'université du Cap-Occidental où elle est chercheuse. Rejoindre une faculté créée pour les « *coloured* » et où on a lutté contre l'apartheid était une

décision mûrement réfléchie. Il s'agissait de rompre avec l'esprit de privilèges persistant, notamment dans le monde universitaire. Grunebaum a la réputation d'être radicale, mais on est tout de suite frappé par le soin et la nuance qu'elle apporte à son expression, sans cacher sa propre vulnérabilité.

Jeune adulte, elle avait cru que l'émigration en Israël pourrait la préserver d'une implication inévitable dans l'apartheid. Alors que des membres de sa famille avaient été assassinés à Auschwitz, ne pourrait-elle pas y accéder à une existence cohérente moralement ? Elle a d'abord découvert Israël dans le cadre d'un programme de jeunesse sioniste, qui comprenait la visite de ce qu'on appelle la « Forêt sud-africaine », plantée par le Fonds national juif grâce aux dons de Juifs sud-africains – au-dessus des ruines d'un village palestinien détruit en 1948. Ce n'est que bien plus tard que Heidi Grunebaum a compris que, en donnant de l'argent aux boîtes de collecte bleu et blanc du Fonds, elle était devenue partie prenante d'un autre engrenage.

## Nelson Mandela et Anne Frank

Des parallèles s'imposèrent à elle : en Afrique du Sud, le déplacement forcé de trois millions et demi de personnes, là-bas, l'expulsion des Palestiniens. Dans les deux cas, l'invisibilisation du crime de nettoyage ethnique – en Afrique du Sud dans ce qu'on a appelé la « réconciliation », en Israël par le reboisement et l'amnésie. Grunebaum a coréalité un documentaire à

lecture de ce livre est obligatoire dans les écoles sud-africaines.

Même si des dirigeants de l'ANC ont montré de la sympathie pour le Hamas, la Shoah n'a jamais été niée ici. Au contraire, les comparaisons entre l'apartheid et le nazisme ont servi à mobiliser l'opinion publique internationale dans l'immédiat après-guerre. En 1994, à la veille des premières élections démocratiques, Mandela a scellé symboliquement la fin de l'apartheid lors d'une exposition consacrée à Anne Frank. « *En honorant la mémoire d'Anne, a-t-il déclaré lors de l'inauguration, nous disons d'une seule voix : jamais et plus jamais !* »

L'enseignement de l'histoire du génocide des Juifs est obligatoire dans le programme des écoles secondaires d'Afrique du Sud. Trois centres de l'Holocauste et du génocide ont été créés au Cap, à Durban et à Johannesburg. Le jour de notre venue à celui de Johannesburg coïncide avec la visite d'un groupe d'adolescents juifs : soixante garçons et filles écoutent un médiateur noir non juif leur expliquer le lien entre l'extermination par les nazis et le génocide rwandais. Les deux génocides sont ici mis sur un pied d'égalité. Il s'agit dans les deux cas d'une exclusion de l'humanité commune. Dans l'entrée, non loin d'une citation de Primo Levi, sont accrochées des photos de scènes de violence xénophobe tirées de l'actualité la plus récente.

Tali Nates, fondatrice et directrice du centre de Johannesburg, une Israélienne qui a acquis la nationalité sud-africaine, a donné à cet endroit son langage particulier. Son père a été sauvé par la liste d'Oskar Schindler. Ce que les jeunes gens retiennent de ce lieu, ce ne sont pas des définitions de l'antisémitisme, mais la tâche qui nous incombe de défendre l'humanité. Et un principe : il y a toujours un choix, même ne rien faire est une décision éthique.

CHARLOTTE WIEDEMANN.  
(Traduit de l'allemand par Clément Fradin.)

(6) David Graham, « The Jews of South Africa in 2019 : Identity, community, society, demography », Institut for Jewish Policy Research et université du Cap, mars 2020.

(7) Shirli Gilbert et Deborah Posel, « Israel, apartheid, and a South African Jewish dilemma », *Journal of Modern Jewish Studies*, vol. 20, n° 1, Oxford, janvier 2021.















# Une autre intelligence

(Suite de la première page.)

CyberSyn, souvent qualifié d'« Internet socialiste », s'appuyait sur le réseau chilien de télex pour faire remonter l'ensemble des données de production des entreprises nationalisées vers un ordinateur central basé à Santiago. Toutefois, dans le souci d'éviter les écueils de la centralisation soviétique, il introduisait une forme d'apprentissage automatique avant l'heure destinée à donner plus de pouvoir aux salariés.

Des techniciens gouvernementaux se rendaient dans les usines et travaillaient en lien avec les ouvriers pour schématiser les processus de production et de gestion tels qu'ils étaient appliqués sur le terrain. Ces précieuses informations, inaccessibles aux dirigeants dans une entreprise capitaliste, étaient ensuite traduites en modèles d'exploitation, puis surveillées à l'aide de logiciels de statistiques spécifiques. Les

ouvriers-managers pouvaient ainsi être avisés presque en temps réel des problèmes qui se présentaient.

Au cœur de CyberSyn se trouvait la vision d'un système hybride dans lequel la puissance de calcul amplifiait l'intelligence humaine. Transformer des connaissances implicites en un savoir formalisé et concret devait permettre aux travailleurs – la classe nouvellement arrivée aux commandes du pays – d'agir avec assurance et à bon escient quelle que fût leur expérience antérieure en matière de gestion ou d'économie. Y aurait-il là de quoi nous guider dans notre quête d'une IA socialiste ?

Pour explorer plus en avant la signification de cette idée singulière, il faut s'intéresser aux aventures de Warren Brodey, psychiatre passé à la cybernétique avant de devenir hippie, aujourd'hui âgé de 100 ans.

## Une rationalité écologique

À LA fin des années 1960, grâce aux deniers d'un riche associé, M. Brodey crée à Boston un laboratoire expérimental baptisé Environmental Ecology Lab (EEL). Quelques stations de métro plus loin, ses amis Marvin Minsky et Seymour Papert, du MIT – une institution à laquelle il a été affilié un temps –, développent des projets d'IA qui, selon lui, font fausse route. Minsky et Papert partent du principe que le raisonnement humain est guidé par un ensemble de règles et de processus algorithmiques abstraits qu'il suffirait de dénombrer puis de déchiffrer pour pouvoir doter un ordinateur d'une « intelligence artificielle ».

À rebours de cette vision, Brodey et ses cinq collaborateurs pensent que l'intelligence, loin d'être enfermée dans nos cerveaux, naît des interactions avec notre environnement. C'est une intelligence écologique. Règles et mécanismes abstraits n'ont aucun sens en soi ; tout est dans le contexte. Un exemple simple leur sert à illustrer cette théorie : l'injonction à se déshabiller ne signifie pas du tout la même chose selon qu'elle est proférée par un médecin, un amant ou un inconnu rencontré dans une ruelle sombre.

Concevoir une IA capable de saisir de façon autonome ces nuances subtiles leur paraît relever de la gageure. En plus de modéliser les processus mentaux humains, il faudrait demander aux ordinateurs de maîtriser une infinie variété de concepts, de comportements et de situations ainsi que l'ensemble de leurs corrélations – autrement dit, de comprendre dans son intégralité le cadre culturel de la civilisation humaine, seul à même de produire du sens.

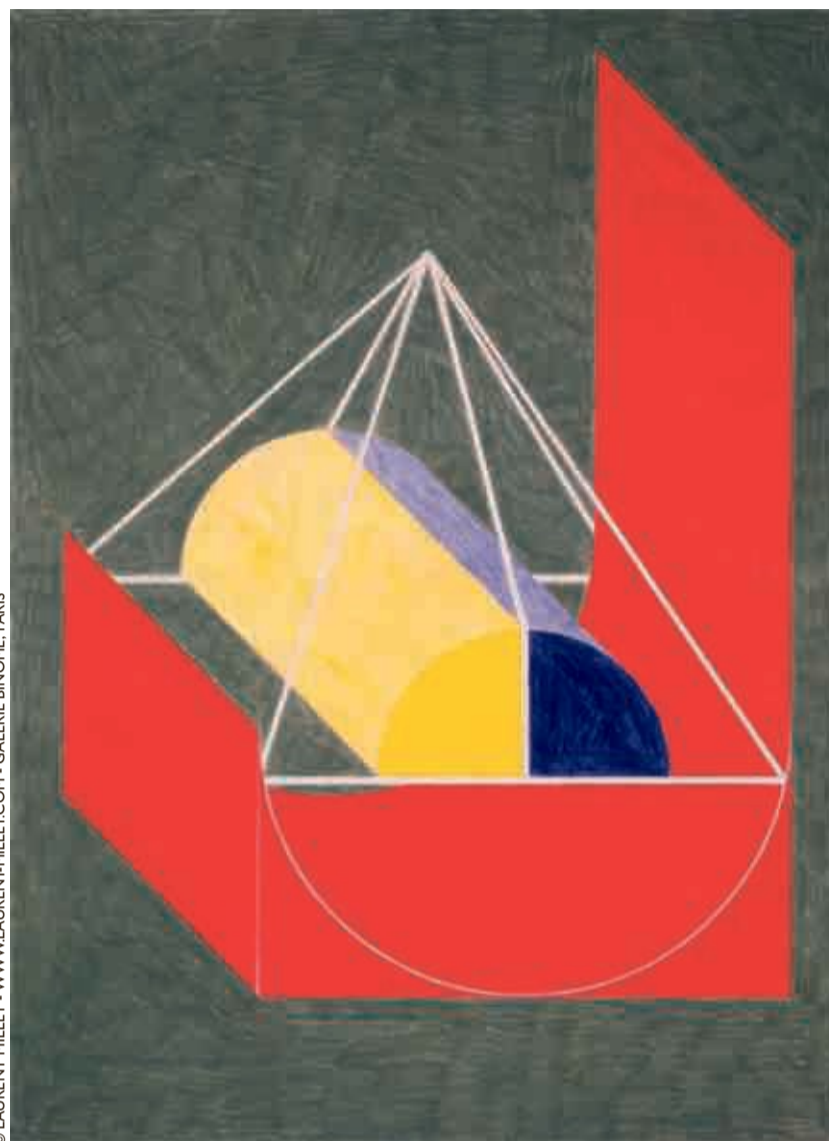
Plutôt que de s'épuiser à poursuivre ce but en apparence inatteignable, l'équipe de Brodey rêve de mettre les ordinateurs et les technologies cybernétiques au service des humains pour leur permettre d'explorer mais aussi d'enrichir leur environnement, et surtout leur propre personne. Dans cette optique, les technologies de l'information sont non seulement des

outils pour accomplir des tâches, mais des instruments pour penser le monde et interagir avec lui. Imaginez par exemple une douche cybernétique réactive qui deviserait avec vous du changement climatique et de la rareté des ressources en eau, ou encore une voiture qui vous parlerait de l'état du système de transport public pendant votre trajet. Le laboratoire invente même une combinaison qui, quand vous la revêtez pour danser, modifie la musique en temps réel, mettant en évidence les liens complexes entre sons et mouvements.

L'Environmental Ecology Lab prend résolument le contrepied de l'école de Francfort et de sa critique de la raison instrumentale : c'est le capitalisme industriel, non pas la technologie, qui prive notre monde de sa dimension écologique et nous oblige à nous tourner vers la rationalité moyens-fins que dénoncent Theodor Adorno, Max Horkheimer et Herbert Marcuse. Pour restaurer cette dimension perdue, il entend nous faire prendre conscience, à l'aide de capteurs et d'ordinateurs, des complexités cachées derrière les aspects de l'existence qui nous paraissent les plus banals.

Les idées fantasques de Brodey ont laissé une empreinte profonde mais, paradoxalement, quasi invisible sur notre culture numérique. Durant sa brève carrière au MIT, Brodey prit sous son aile un certain Nicholas Negroponte, technopopuliste d'avant-garde dont les travaux au sein du MIT Media Lab ont largement contribué à définir les termes du débat autour de la révolution numérique (4). Pourtant, les philosophies respectives des deux hommes différaient du tout au tout.

Brodey pensait que les appareils cybernétiques de nouvelle génération devaient se distinguer prioritairement par leur « réactivité », un moyen de faciliter le dialogue homme-machine et d'aiguiser notre conscience écologique. Il postulait que les individus aspiraient sincèrement à évoluer et concevait l'ordinateur comme un allié dans cette entreprise de transformation permanente. Son poulain Negro-



© LAURENT MILLET - WWW.LAURENTMILLET.COM - GALERIE BINOPIE, PARIS

LAURENT MILLET. – De la série « Euclide », 2021

ponte réadapta le concept pour le rendre plus maniable : les machines avaient pour fonction première de comprendre, prédire et satisfaire nos besoins immédiats. En somme, Negroponte cherchait à créer des machines originales et excentriques quand Brodey, convaincu que les environnements intelligents – et l'intelligence tout court – ne pouvaient exister sans les gens, cherchait à créer des humains originaux et excentriques. La Silicon Valley adopta la vision de Negroponte.

Un autre élément singularisait Brodey par rapport à ses pairs : alors que les informaticiens de l'époque voyaient dans l'IA un outil d'augmentation de l'humain – les machines exécutant les basses besognes pour stimuler la productivité –, lui visait l'amélioration de l'humain – un concept qui allait bien au-delà de la seule efficacité (5).

La distinction entre ces deux paradigmes est subtile, mais cruciale. L'augmentation, c'est lorsque vous utilisez le GPS de votre téléphone portable pour vous repérer en terrain inconnu : cela permet d'arriver plus vite et plus facilement à destination. Le gain reste toutefois éphémère. Que l'on vous retire cette béquille technologique, et vous vous retrouvez plus démuné encore. L'amélioration consiste à se servir de la technologie pour développer de nouvelles compétences – ici, il s'agirait d'affiner son sens inné de l'orientation en recourant à des techniques avancées de mémorisation ou en apprenant à déchiffrer les signes de la nature.

boré par la Central Intelligence Agency (CIA) au début des années 1960. L'agence américaine avait eu la brillante idée d'enseigner le russe à une équipe de non-voyants triés sur le volet, puis de leur faire écouter des communications soviétiques interceptées. Elle faisait l'hypothèse que, en raison de leur cécité, leurs autres sens étaient plus affûtés que ceux d'analystes dotés de la vue. Après plusieurs années à travailler avec ces personnes dans le but d'identifier les indices internes et externes – chaleur corporelle, taux d'humidité ambiante, qualité de la lumière... – qu'elles utilisaient pour enrichir leurs perceptions, Brodey découvrit que leur aptitude au perfectionnement des sens était en fait universellement partagée.

Si ce programme d'amélioration qui nous prêtait à tous une sensibilité artistique en puissance était résolument poétique, Brodey, en incorrigible pragmatique, le jugeait impossible à mettre en œuvre sans l'aide des ordinateurs. Lorsqu'il tenta de l'importer au MIT pour en faire un domaine de recherche officiel, il se heurta à une opposition farouche, et pas seulement de la part de l'élite conservatrice de l'IA. D'autres y lurent aussi de sombres connotations nazies : Brodey ne suggérerait-il pas de réaliser des expériences sur des humains ? Cette levée de boucliers l'obligea finalement à se tourner vers des donateurs privés.

La nuance profonde entre augmentation et amélioration de l'humain – et ses conséquences en matière d'automatisation – n'est apparue de manière évidente que des décennies plus tard. L'augmentation vise à créer des machines qui pensent, ressentent comme nous, faisant naître le risque de rendre nos compétences caduques. Les outils actuels fondés sur l'IA générative ne se proposent pas seulement d'augmenter le travail des artistes et des auteurs, mais menacent de les remplacer purement et simplement. À l'inverse, les technologies intelligentes de Brodey ne devaient pas automatiser l'humanité jusqu'à la rendre obsolète ni standardiser les existences, elles promettaient d'enrichir nos goûts et d'étendre nos facultés, autrement dit de rehausser l'expérience humaine au lieu de l'amoindrir.

## Libérer les capacités humaines en sommeil

C'ÉTAIT un point de vue courageux dans le contexte de l'époque, alors que la majorité des représentants de la contre-culture envisageaient la technologie comme une force anonyme et sans âme dont il valait mieux se méfier ou, dans les communautés prônant le « retour à la terre », comme un instrument d'émancipation uniquement individuelle. Lorsqu'il formule ces idées au mitan des années 1960, Brodey voit sa vie professionnelle et familiale se déliter. Ses prises de position ne cessent de le porter vers les franges les plus avant-gardistes de l'establishment américain. Comme beaucoup au sein de la mouvance hippie, il ne reconnaît pas la légitimité du politique, ce qui l'empêche de traduire ses théories en revendications.

À l'autre bout de la planète, un philosophe soviétique du nom d'Evald Ilyenkov,

né comme lui en 1924, se pose des questions tout à fait comparables, mais à l'intérieur du cadre conceptuel du « marxisme créatif ». Ses travaux permettent de mieux comprendre ce que recouvre le concept d'amélioration de l'humain dans la pensée communiste et socialiste.

Comme Brodey, Ilyenkov a beaucoup travaillé avec des non-voyants. De ses études, il a conclu que les capacités cognitives et sensorielles découlent de la socialisation et des interactions avec

(4) En particulier par son livre *Being Digital*, traduit en français sous le titre *L'Homme numérique*, Robert Laffont, Paris, 1995.

(5) La première publication de Brodey adoptant cette approche date de 1967, bien qu'il s'employât à la promouvoir depuis 1964 : Warren Brodey et Nilo Lindgren, « Human enhancement through evolutionary technology », *IEEE Spectrum*, vol. 4, n° 9, New York, septembre 1967.

# OFFRE D'ÉTÉ

TOUT LE « DIPLO » SUR ÉCRANS POUR 3,90 EUROS / MOIS

Formule d'abonnement, mensuel et sans engagement, valable jusqu'au 15 août. [www.monde-diplomatique.fr/ete](http://www.monde-diplomatique.fr/ete)

- Nouvelle application, simple et confortable
- Intégralité du mensuel et des cartes sur le site Internet
- Toutes les archives depuis 1954
- Journal audio : sélection d'articles lus par des comédiens
- Atlas, manuels, ebooks à télécharger en PDF et epub















Solitudes de riches,  
solitudes de pauvres

PAR SYLVAIN BORDIEC \*

EN décembre 2023 s'est tenu à Lyon le Congrès français de psychiatrie (CFP). À cette occasion, des médecins se sont réjouis de la récente création d'un ministère de la solitude au Japon et au Royaume-Uni : les pouvoirs publics prenaient enfin au sérieux la question de l'isolement. Confinements et couvre-feux imposés aux populations lors de l'épidémie de Covid ont focalisé l'attention sur ce sujet. « En janvier 2021, 24% de la population âgée de 15 ans et plus est en situation d'isolement relationnel et n'a plus aucun lien avec son entourage ou de très rares échanges. Ce taux a augmenté de 10 points en un an », s'alarme en décembre 2021 le site officiel vie-publique.fr.

Des associations, comme la Fondation de France, se saisissent d'un « phénomène de société » désormais ausculté par des instituts de recherche et largement relayé par les médias (1). La lutte contre la solitude constitue en effet un laboratoire des politiques de protection sociale publiques-privées en vogue depuis le début des années 1980 (2) dans les sociétés capitalistes : la mobilisation générale contre l'isolement est l'œuvre conjointe d'administrations toujours plus enclines à réduire leurs dépenses et d'associations de solidarité, d'entreprises et d'organisations philanthropiques soucieuses de communiquer sur leurs propres vertus. Toutes alertent sur les dangers inhérents à la solitude (dépression, suicide, pathologies chroniques, etc.), proposent des « bonnes pratiques » et imposent un discours ambiant : des jeunes absorbés par les réseaux sociaux aux vieux délaissés en maisons de retraite, la solitude toucherait tout le monde, sévirait partout et se propagerait comme une « épidémie » (3) : la « maladie du siècle ».

Pour ces institutions, ne pas rater le train de la solitude revient à investir dans une cause consensuelle et économique. Pas un mois ne passe en France sans une annonce des forces philanthropiques et associatives spécialisées, ou sans un cri d'inquiétude de chercheurs : « Ignorer le fardeau économique croissant de la solitude n'est plus soutenable », lisait-on dans *Le Monde* le 4 janvier dernier. Un collectif de chercheurs, de professionnels de santé et de politiques y rappelait que « 15% des Français se déclarent seuls la plupart du temps » et encourageait la promotion des « meilleures pratiques et ressources pour offrir un environnement social sécurisant dès le plus jeune âge ».

Une définition du problème prédomine, largement fondée sur le procès en incompétence instruit contre une certaine catégorie de la population : les dépossédés, incapables de faire de la solitude une force de vie. Chez eux, la solitude serait surtout une corde de plus à leur arc de misère. Ainsi les alertes médiatiques s'accompagnent-elles bien souvent de recommandations sur la nécessité de « retisser » le « lien social ». Pas d'argent, d'emploi, de diplômes

\* Sociologue.

ou de logement ; pas de critique des pouvoirs politico-économiques : du « lien social », comme si celui-ci s'épanouissait de manière autonome sur un terreau de bonnes volontés.

Au grand mal les petits remèdes : les instances officielles créées pour juguler le problème se limitent pour l'heure en France à l'échelon des politiques locales – « services isolement » dans les mairies, partenariats entre municipalités et associations, etc. L'effet se voit ainsi dissocié de ses causes, de l'éducation au travail, en passant par les services publics, comme si la focalisation sur la « coupure sociale » exprimait la dénégation des causes politiques, économiques et géographiques de la solitude.

Paradoxalement, l'apparente sollicitude des pouvoirs publics pour les personnes isolées voisine avec un autre discours : celui des cadres et des personnalités qui, tout au contraire, cherchent à se retirer de la société au moyen de balades solitaires à cheval, à pied sur les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle ou au sommet des montagnes. En affichant ce goût des robinsonnades distinguées, ils résolvent leurs difficultés non pas dans le tissage du « lien social » mais en s'en déprenant.

Au traitement des « solitudes à problèmes » correspond, à un autre étage social, la promotion des « solitudes à solutions » : retraites spirituelles et silencieuses, défis sportifs, location ou achat d'îles désertes, etc. Pour que le monde reste supportable aux gens instruits ou bien nés, il leur faut se débarrasser des contrariétés de la vie et des personnes ordinaires. À condition de disposer de temps, d'énergie et d'argent, la solitude « à la carte » prisée des politiques, entrepreneurs, sportifs et écrivains (parfois tout cela à la fois) ouvre la possibilité de réaliser des choses extraordinaires. Et de le faire savoir.

Un modèle du genre est disponible en librairie grâce à M. Emmanuel Faber, président-directeur général (PDG) du groupe Danone entre 2017 et 2021, auteur d'*Ouvrir une voie* (Guérin, 2022), récit de ses allers-retours entre l'enfer des affaires et le paradis de l'escalade. Ce « Saint-Patron » (4) – que l'injustice indigne – situe la matrice de son engagement professionnel dans son goût infini pour la « grimpe, espace préservé du mensonge ». L'expérience s'avère encore plus fabuleuse lorsqu'elle opère en solo, la nuit. « Je n'ai croisé personne, pas même un chevreuil ou un chamois. Je suis seul. » Dans cet « autre monde », « effrayant », M. Faber « n'a pas peur » : la solitude fait naître en lui des sentiments contrastés. L'humilité – « je me sens en situation de vulnérabilité » ; l'émerveillement – « face au loup j'ai cru reconnaître un vivant plus grand que moi ». Ici, le solitaire est le seul homme, l'ouvreur du chemin ultime : « le rocher est vierge de toute présence humaine et il y aura peut-être bientôt une trace de pas ». Tracer une voie, en haut, et porter la voix, en bas, d'une économie « compéti-



DJAMEL TATAH. – Sans titre, 2020

tive, sociale et écologique », voilà l'engagement pour le commun d'une personnalité hors du commun. À mille lieues du laisser-aller qu'on prête sans réfléchir aux accidentés de la vie, tout ici prend source dans la volonté personnelle : « *Chacun vit sa vie avec l'intensité qu'il a choisie.* » Poste avancé de l'humanité, synthèse sophistiquée entre civilité – presque toujours, il reste « zen » – et instinctivité – sur les pentes, il est « *amnésique* » –, M. Faber décroche l'absolu en décrochant des autres.

QUELQUES années plus tôt, l'écrivain Sylvain Tesson offrait un autre concentré de ces désirs bourgeois d'évaporation avec *Dans les forêts de Sibérie* (Gallimard, 2011). Tandis que M. Faber va et vient entre montagnes, surtout françaises, et scènes du gouvernement du monde, Tesson part plus loin : en Sibérie, pour six mois, en autosuffisance revendiquée. Si Faber ne fait pas de la solitude une priorité, Tesson la recherche. Délesté des humains qui encombrant sa vue et obscurcissent sa pensée, il renaît : « *La présence des autres affadit le monde. La solitude est cette conquête qui vous rend jouissance des choses.* » Comme le PDG de Danone, il aime se trouver là où personne d'autre ne parvient. Habile de ses mains, de son corps, de son esprit, polyglotte, artiste et rêveur noctambule parfois mélancolique : pendant que le commun des mortels dort, eux vivent plus vite, plus haut, plus fort.

Cette comédie du dénuement ne conduit pas seulement au dialogue passionnant avec soi, mais aussi à la forme d'« ensauvagement » à laquelle aspirent les élites (l'autre est réprimée par la police) : le seul type d'existence à la mesure de ce que ces hommes donnent au monde est la vie sauvage. Au-dessus du confort de l'entre-soi, il y a l'amour de soi. Ce bonheur se partage dans des livres, ainsi que dans des interviews, documentaires et conférences : rentes et services après-vente de la solitude.

À lire les solitaires millionnaires, on pense au sociologue Philip Slater, auteur en 1970 d'un essai sur les racines sociales et raciales des désirs de solitude dans l'Amérique des années 1960 : l'homme blanc des classes moyennes et supérieures en vient à se croire seul au monde et autonome, poussé par des forces sociales de séparation de tous les humains

avec lesquels le contact est insupportable (5). Parangons de ces aspirations séparatistes, MM. Faber et Tesson n'invitent personne à faire comme eux : le détachement de façade dissimule l'attachement à un privilège inestimable. Pendant que les dépossédés se noient dans les futilités, les possédés atteignent l'essentiel. De la même manière que les politiques et le travail gratuit des luttes contre la solitude emportent l'adhésion, ces escapades suscitent l'engouement.

Que révèlent ces succès ? D'abord une fascination pour des modèles de liberté moulés dans le cadre conceptuel de l'« homme-exception ». Ce prisme renvoie les spectateurs de cette exhibition à l'étroitesse de leurs horizons et à leur fourvoiement en compagnie d'humains médiocres. Une cécité, ensuite,

sur ce qui rend ces échappées possibles : l'argent, le temps, le « physique », mais aussi la connaissance et des connaissances, puisqu'il n'y a pas d'escapade qui tienne sans supports logistiques et sans personnel pour faire tourner les affaires courantes domestiques et professionnelles. Pendant que les grands s'élèvent encore, les petits s'affaissent davantage.

Mais les rêves de solitude ne peuplent-ils que l'esprit des grands ? Tout le monde ne désire-t-il pas la paix et le silence ? Les « mal logés » qui partagent à cinq ou dix un refuge conçu pour moitié moins d'occupants ; les résidents des établissements pour personnes âgées dépendantes contraints à une promiscuité de chaque instant ; les condamnés et prévenus entassés dans des prisons surpeuplées ? Quid enfin de l'isolement volontaire et temporaire de tout un chacun, ayant des usages proches de celui des auteurs fortunés, mais qui demeure privé, discret et donc ignoré ? Pour que la robinsonnade élitaire et élitiste atteigne le sublime, il faut occulter des choses identiques faites par les gens ordinaires.

Objet de commisération ou d'exaltation, les solitudes restent l'affaire des puissants. Ceux qui cultivent l'isolement fécond vivent dans le même monde que les architectes de la lutte, parfois stérile, contre la rupture du « lien social ». Pendant qu'eux jouissent de la meilleure compagnie qui soit – la leur –, les esseulés économiques et sociaux devront se contenter des liens qu'on leur impose car, pour ce qui les concerne, mieux vaudrait être mal accompagnés que seul avec eux-mêmes.

(1) Solen Berhuet et Sandra Hoibian, « Les solitudes en France. Un tissu social fragilisé par la pandémie. Rapport pour la Fondation de France », Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc), Paris, novembre 2021.

(2) Sheila B. Kamerman, « The new mixed economy of welfare : Public and private », *Social Work*, vol. 28, n° 1, Oxford, janvier-février 1983.

(3) « Our epidemic of loneliness and isolation. The U.S. surgeon general's advisory on the healing effects of social connection and community », ministère de la santé et des services sociaux des États-Unis, Washington, DC, 2023.

(4) Lire Sandra Lucbert, « Saint-Patron », Les blogs du « Diplo », 3 mars 2021.

(5) Philip Slater, *The Pursuit of Loneliness. American Culture at the Breaking Point*, Beacon Press, Boston, 1990 (1<sup>re</sup> 1970).

## SOMMAIRE

|                       |  |
|-----------------------|--|
| <b>PAGE 2 :</b>       | La grande désillusion politique, suite de l'article de <b>BRUNO AMABLE</b> .   |
| <b>PAGE 3 :</b>       | Les médias contre Julian Assange, par <b>LAURENT DAURÉ</b> .   |
| <b>PAGES 4 ET 5 :</b> | Comment l'Espagne est devenue la maison de retraite de l'Europe, par <b>ÉLISA FERRIGUEUR</b> .   |
| <b>PAGES 6 ET 7 :</b> | « Grand jeu » dans le Pacifique sud, par <b>GÉRALDINE GIRAUDEAU</b> .<br>– Les îles Cook dans la tourmente géopolitique, par <b>GLEN JOHNSON</b> . |
| <b>PAGES 8 ET 9 :</b> | Aux marges de l'Europe, la Chine grignote les Balkans, par <b>JEAN-ARNAULT DÉRENS ET LAURENT GESLIN</b> .  |
| <b>PAGE 10 :</b>      | Buenos Aires, capitale de la psychanalyse, par <b>ANNE-DOMINIQUE CORREA</b> .  |

|                         |   |
|-------------------------|---|
| <b>PAGE 11 :</b>        | Californie, la guerre des plages n'aura plus lieu, par <b>ISABELLE BRUNO ET GRÉGORY SALLE</b> . |
| <b>PAGE 12 :</b>        | Dans un boudoir vermeil, par <b>MARCUS MALTE</b> .  |
| <b>PAGE 13 :</b>        | Hitler, les dessous d'une prise de pouvoir, par <b>JOHANN CHAPOUTOT</b> .                       |
| <b>PAGES 14 ET 15 :</b> | L'Afrique du Sud, les Juifs et l'apartheid, par <b>CHARLOTTE WIEDEMANN</b> .                    |
| <b>PAGE 16 :</b>        | Au Liban, puissance et prudence du Hezbollah, par <b>EMMANUEL HADDAD</b> .                      |
| <b>PAGE 17 :</b>        | L'empire ésotérique du Falun Gong, par <b>TIMOTHÉE DE RAUGLAUDRE</b> .                          |

|                         |  |
|-------------------------|--|
| <b>PAGES 18 ET 19 :</b> | Arte à l'avant-garde du conformisme, par <b>DAVID GARCIA</b> . |
|-------------------------|--|

|                         |  |
|-------------------------|--|
| <b>PAGE 20 :</b>        | La plume et le prétoire, par <b>ANNE MATHIEU</b> .   |
| <b>PAGE 21 :</b>        | Intellectuels, histoire d'une étiquette, par <b>LIONEL RICHARD</b> .<br>Un train peut en cacher un autre, une nouvelle livraison de « Manière de voir ».   |
| <b>PAGES 22 ET 23 :</b> | Une autre intelligence artificielle est possible, suite de l'article de <b>EVGENY MOROZOV</b> .  |
| <b>PAGES 24 À 26 :</b>  | LES LIVRES DU MOIS : « Ce que je sais de toi », d'Éric Chacour, par <b>JEAN-PHILIPPE ROSSIGNOL</b> . – « Les Irrésolus », de Mario Desiati, par <b>HUBERT ARTUS</b> . – Les statues de la Liberté, par <b>ARNAUD DE MONTJOYE</b> . – Et gare à la revanche, par <b>ERNEST LONDON</b> . – Entre gens du même monde, par <b>LÉTITIA GUILLEMIN</b> . – Carburants d'imaginaires, par <b>MARINA DA SILVA</b> . – La fiction dépasse la réalité, par <b>MORVANDIAU</b> . – Dans les revues. |
| <b>PAGE 27 :</b>        | On s'immerge, ou on émerge ?, par <b>EVELYNE PIELLER</b> .   |